

Installation d'Ali Sidane à la tête de la Gendarmerie nationale

CHANEGRIHA APPELLE À LA RIGUEUR ET À L'ENGAGEMENT

Page 16

LE JEUNE
INDÉPENDANT
N° 8612 - SAMEDI 10 OCTOBRE 2026
www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

Décès d'une Algérienne lors d'un raid en Arabie saoudite

Le MAE condamne

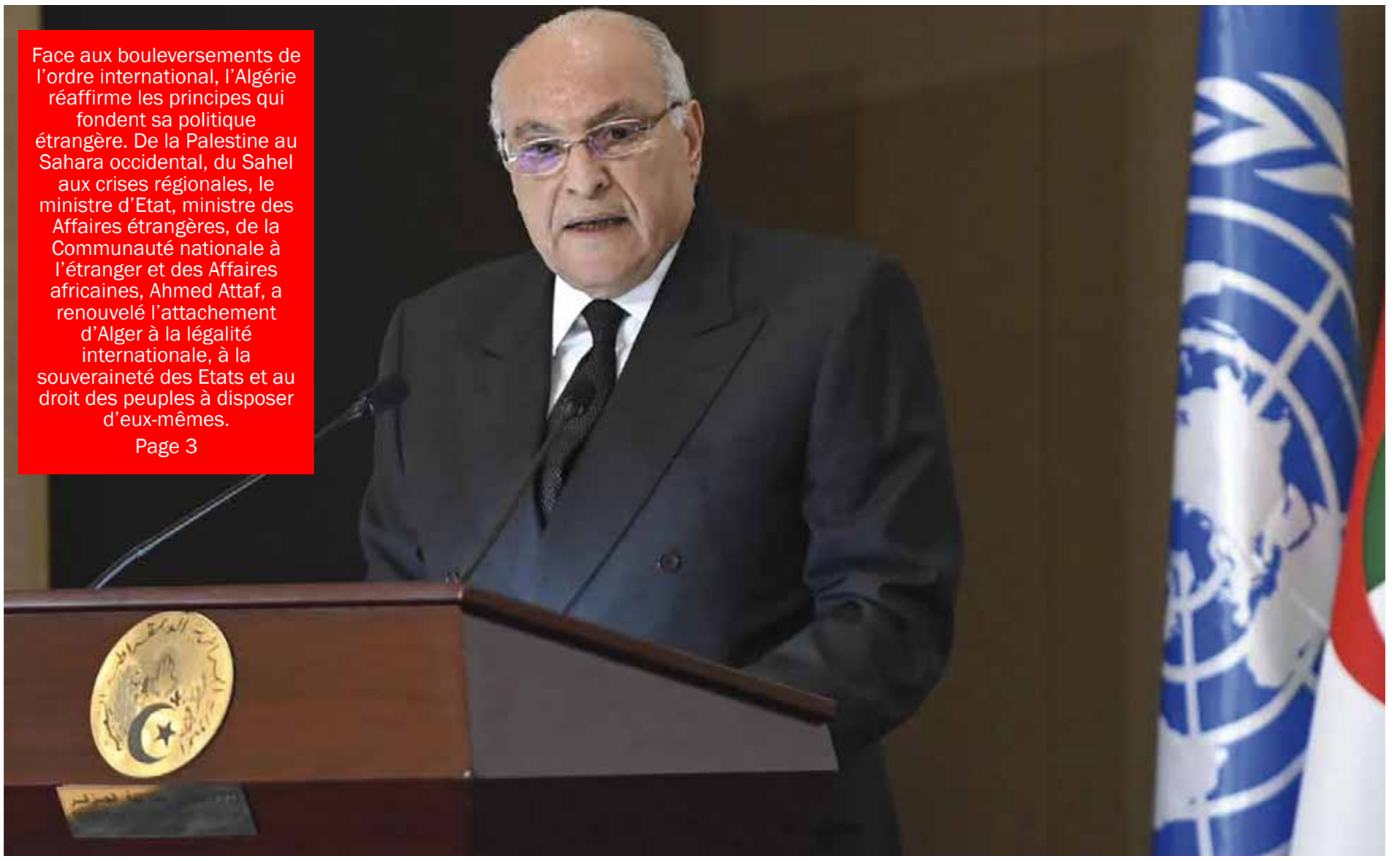
Page 3

SOUVERAINETÉ ET AUTODÉTERMINATION

ALGER NE TRANSIGE PAS SUR SES PRINCIPES

Face aux bouleversements de l'ordre international, l'Algérie réaffirme les principes qui fondent sa politique étrangère. De la Palestine au Sahara occidental, du Sahel aux crises régionales, le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, Ahmed Attaf, a renouvelé l'attachement d'Alger à la légalité internationale, à la souveraineté des Etats et au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Page 3



DOCUMENTS BIOMÉTRIQUES

Un nouveau chantier pour l'administration

Page 2

SALON «FRUIT ATTRACTION» À MADRID

L'Algérie décroche un contrat de 3 millions de dollars

Page 4

LIGUE 1 DE FOOTBALL

Le MB Rouissat s'offre l'USMA

Page 8

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION FONDÉ LE 28 MARS 1990 – ISSN 1111-0115. PRIX : ALGÉRIE 30 DA, FRANCE 1 EURO

DOCUMENTS BIOMÉTRIQUES

Un nouveau chantier pour l'administration

La confiance du citoyen sera l'un des principaux critères de réussite de la transformation numérique de l'administration publique. C'est ce qu'a affirmé, jeudi dernier, le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Saïd Sayoud, à l'ouverture du colloque national consacré à l'identité numérique, organisé à l'Ecole nationale d'administration. La rencontre a été marquée par la présentation d'une offre de développement de documents biométriques sécurisés et la signature d'une convention avec l'Ecole nationale supérieure de l'intelligence artificielle.

Conformément aux orientations du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, la transformation numérique constitue désormais «un choix stratégique et souverain» ainsi qu'« un levier essentiel pour moderniser l'Etat, a déclaré M. Sayoud dans une allocution prononcée à l'occasion de cette journée d'étude. L'objectif, a-t-il ajouté, «est de bâtir une administration plus performante, capable de répondre aux attentes des citoyens et de suivre les évolutions technologiques».

Il a tenu à préciser que «le succès de la numérisation ne se mesure pas uniquement à la numérisation des procédures, mais à l'impact concret qu'elle produit dans la vie du citoyen», soulignant que cette transformation devait se traduire par davantage de rapidité, d'efficacité et de transparence dans les prestations publiques, tout en garantissant les droits des usagers et la protection de leurs données personnelles.

Dans cette perspective, l'identité numérique occupe une place déterminante. Le ministre l'a présentée comme «l'un des éléments fondamentaux de cette transformation», expliquant qu'elle ne se limite pas à un moyen technique d'identification dans l'espace numérique. Elle constitue aussi un élément central de la relation entre le citoyen et l'Etat, notamment pour faciliter l'accès aux services à distance et sécuriser les transactions.



Said Sayoud.

Cette évolution pose toutefois un défi majeur, celui de concilier la simplification des démarches administratives avec la protection de l'identité et des données personnelles. M. Sayoud a appelé à construire un modèle national intégré, fondé sur «l'équilibre entre l'innovation et la sécurité, entre l'ouverture et la souveraineté, et entre l'efficacité des services et les exigences de protection du citoyen et de l'Etat».

Le ministre a, dans ce contexte, rappelé que «la confiance est le capital de toute administration numérique», ajoutant que «celle-ci ne se décrète pas, mais se construit grâce à des garanties concrètes et à la capacité des institutions à protéger les citoyens dans l'environnement numérique».

DES AVANCÉES DANS LES DOCUMENTS BIOMÉTRIQUES

La sécurisation des systèmes d'information liés à l'identité, la protection des données à caractère personnel et la prise en compte des risques associés au développement rapide de l'intelligence artificielle représentent ainsi des priorités institutionnelles. Ces exigences supposent une coordination étroite entre les secteurs concernés, une harmonisation des approches et un investissement durable dans les compétences nationales.

M. Sayoud a également souligné que la réussite de cette démarche repose sur une vision commune et une complémentarité des rôles entre les institutions, les secteurs et les collectivités locales. Le ministère de l'Intérieur occupe une position centrale dans ce chantier, en raison de ses responsabilités en matière d'identité légale, notamment à travers l'état civil, la délivrance des documents d'identité et de voyage ainsi que l'encadrement des collectivités locales. Ces dispositifs constituent, selon M. Sayoud, «le socle de la fiabilité de l'identité numérique et des transactions effectuées dans l'espace dématérialisé».

Le colloque a également été marqué par la présentation d'une offre de développement dédiée aux documents biométriques sécurisés, comprenant le passeport, la carte nationale d'identité et le permis de conduire, au profit du ministère de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Microentreprises. Une convention de coopération a, par ailleurs, été signée avec l'Ecole nationale supérieure de l'intelligence artificielle.

En outre, les travaux ont porté sur les risques internes et les recommandations de sécurité dans l'espace numérique, lors d'une session réunissant des représentants de la Direction générale de la Sûreté nationale, de l'Agence de la sécurité des systèmes d'information et de l'Ecole nationale supérieure de l'intelligence artificielle. Les participants ont examiné les principales menaces pesant sur les systèmes numériques ainsi que les mesures permettant de renforcer la sécurité des infrastructures et la protection des données personnelles. Une séquence à distance, intitulée «La voix du terrain», a également permis de recueillir les expériences et les préoccupations des acteurs directement concernés par la mise en œuvre de la transformation numérique. Le colloque s'est clôturé par des recommandations concrètes visant à consolider une administration numérique intégrée, efficace et sécurisée, tout en renforçant la confiance des citoyens dans les services publics.

Sihem Bounabi

RÉUNION DU GOUVERNEMENT

Élections locales, rail et santé au menu

LE PREMIER ministre, Sifi Ghrieb, a présidé jeudi une réunion du gouvernement consacrée à plusieurs dossiers stratégiques, notamment la préparation des élections locales de 2026, l'accélération des projets ferroviaires reliant le Sud du pays et le renforcement des capacités nationales en matière de santé. La réunion a également porté sur le règlement budgétaire de l'exercice 2021 et la mise en place d'un dispositif national de mesure et de réduction des émissions de méthane.

À l'entame des travaux, le gouvernement a examiné l'avant-projet de loi portant règlement budgétaire de l'exercice 2021, conformément aux dispositions de l'article 156 de la Constitution et de la loi organique n° 18-15 du 2 septembre 2018 relative aux lois de finances.

Ce texte sera soumis au Conseil des ministres. Il constitue un instrument essentiel de contrôle de la conformité entre les prévisions des lois de finances et les résultats effectivement réalisés, mais aussi d'évaluation des conditions de mise en œuvre des mesures prévues et de leurs résultats.

Sur le volet environnemental, le gouvernement a entendu une communication relative à la mise en place d'un outil national de détection, de mesure et de réduction des émissions de méthane. La maîtrise de ces émissions représente un enjeu stratégique pour l'Algérie, au regard de ses engagements climatiques internationaux, de la préservation de ses ressources énergétiques et de la compétitivité de ses exportations. Ce dispositif vise à renforcer les mécanismes de mesure et de suivi des émissions de méthane, à favoriser leur réduction et à améliorer la coordination entre les secteurs concernés.

Il s'inscrit dans les efforts de l'État pour renforcer la performance environnementale de l'économie nationale et accompagner les opérateurs face aux exigences internationales en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre.

La préparation et l'organisation des élections locales de 2026 ont également figuré à l'ordre du jour. Le gouvernement a passé en revue les aspects matériels et logistiques liés à l'organisation et au déroulement du scrutin, en examinant les conditions et les moyens nécessaires à sa tenue dans le respect du cadre légal et réglementaire en vigueur.

Les préparatifs s'inscrivent notamment dans le cadre de l'article 7 de l'ordonnance n° 21-01 du 10 mars 2021, modifiée et complétée, portant loi organique relative au régime électoral, qui définit les modalités de coordination entre les différentes instances concernées par le processus électoral.

Le gouvernement s'est ensuite penché sur l'état d'avancement des mesures engagées pour le lancement des projets ferroviaires reliant Laghouat, El Menia, In Salah et Tamanrasset. Ce dossier fait suite aux instructions données par le président de la République lors du Conseil des ministres du 4 octobre 2026, ordonnant le lancement immédiat de ces projets, considérés comme une priorité absolue du secteur des travaux publics. L'objectif fixé est d'accélérer leur réalisation et d'assurer la livraison complète du projet d'ici à la fin de l'année 2028. Les échanges ont ainsi porté sur l'installation des chantiers et la mobilisation des moyens nécessaires pour permettre un démarrage effectif et global des travaux dans les délais impartis.

Enfin, le gouvernement a examiné les moyens de renforcer les capacités nationales en matière de soins de santé, notamment à travers le développement et la réalisation de grandes structures sanitaires répondant aux normes modernes. Cette démarche vise à consolider les infrastructures de santé et à renforcer les capacités du pays dans ce domaine.

Aymen D.

DÉCÈS DE HAMID LOUNAOUCI

Tebboune présente ses condoléances à la famille du défunt

LE PRÉSIDENT de la République, Abdelmadjid Tebboune, a présenté, avant-hier, ses sincères condoléances et exprimé sa profonde compassion à la famille de Hamid Lounaouci, conseiller à la présidence de la République, décédé jeudi dernier. Dans son message de condoléances, le président de la République a salué le parcours du défunt, rappelant son engagement sur la scène politique et les hautes responsabilités qu'il a assumées au cours de sa carrière, en qualité de parlementaire, de ministre, puis de conseiller à la présidence de la République. «Allah, le Très-Haut, a rappelé auprès de Lui le défunt Hamid Lounaouci. Avec sa disparition, nous perdons l'un des cadres connus pour leur engagement sur la scène politique, avant d'assumer de hautes fonctions en qualité de parlementaire, de ministre, puis de conseiller à la présidence de la République», a écrit le chef de l'État. Partageant la douleur de la famille du défunt, Abdelmadjid Tebboune lui a adressé ses sincères condoléances et ses profonds sentiments de compassion, implorant le Tout-Puissant d'accueillir le défunt en Son vaste paradis et d'accorder à ses proches patience et réconfort. «À Allah nous appartenons et à Lui nous retournons», a conclu le président de la République.

S. N.

SOUVERAINETÉ ET AUTODÉTERMINATION

ALGER NE TRANSIGE PAS SUR SES PRINCIPES

Face aux bouleversements de l'ordre international, l'Algérie réaffirme les principes qui fondent sa politique étrangère. De la Palestine au Sahara occidental, du Sahel aux crises régionales, le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, Ahmed Attaf, a renouvelé l'attachement d'Alger à la légalité internationale, à la souveraineté des Etats et au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, plaidant pour un ordre mondial affranchi de la loi du plus fort.

Ahmed Attaf a réaffirmé la doctrine d'Alger à l'occasion de la double célébration du 81e anniversaire de l'ONU et de la Journée nationale de la diplomatie algérienne, qui commémore l'adhésion de l'Algérie à l'Organisation, le 8 octobre 1962. Le ministre d'Etat a consacré une large partie de son discours à la question du Sahara occidental, réitérant l'attachement de l'Algérie au droit des peuples à l'autodétermination et défendant la légalité internationale, fondement d'une paix durable.

«Lorsqu'il s'agit notamment de la décolonisation, le droit à l'autodétermination est la constante des constantes, le principe directeur et la référence suprême de toutes les références», a déclaré le chef de la diplomatie algérienne lors de cette célébration, tenue au siège du ministère des Affaires étrangères, en présence d'ambassadeurs et de représentants des organisations internationales et régionales accréditées en Algérie. Le ministre d'Etat a affirmé que l'Algérie ne renoncera point à l'héritage de sa guerre de libération, dont les sacrifices ont contribué à l'adoption de la résolution 1514 de l'ONU, qualifiée de «Charte de la décolonisation».

Aux yeux d'Alger, la question du Sahara occidental demeure une question de décolonisation dont le processus n'est pas achevé. Il s'agit de la «dernière colonie du continent africain», a affirmé Ahmed Attaf, rappelant l'engagement de l'Algérie en faveur d'une «solution politique durable et juste».

Le ministre a rappelé que les résolutions onusiennes relatives à la décolonisation ont établi des principes auxquels «le peuple du Sahara occidental ne saurait être soustrait». Il a mis en garde contre toute tentative de contourner la légalité internationale, de faire abstraction du droit à l'autodétermination ou de légitimer un «fait accompli imposé au Sahara occidental».

«La sécurité est indissociable de la justice, de la stabilité (...) de la légitimité et du développement (...) de la paix», a-t-il déclaré, avant de préciser : «Il est impossible de bâtir un système international plus juste sans rendre justice aux peuples opprimés et aux peuples aspirant à réaliser leurs espoirs et à exercer leur droit à l'autodétermination». «C'est à partir de cette vision que l'Algérie s'est engagée, au début de cette année, dans une démarche visant à contribuer à l'élaboration d'une solution politique durable et juste à la question du Sahara occidental», a-t-il indiqué.


Ahmed Attaf.

Cette démarche vise à parvenir à un règlement définitif de la question sahraouie, à réaliser les droits du peuple du Sahara occidental et à ouvrir des perspectives de sécurité et de stabilité dans la région, «dans l'intérêt du bien-être et de la prospérité de l'ensemble des peuples du Maghreb».

LA NÉGOCIATION, SEULE VOIE VERS UNE SOLUTION DURABLE

L'Algérie s'est engagée dans le processus établi par la résolution 2797 du Conseil de sécurité, s'appuyant sur les éléments de ce texte susceptibles d'ouvrir la voie à «un processus politique et d'introduire des évolutions positives», selon Ahmed Attaf.

Cette résolution permet au Front Polisario de présenter sa propre vision d'une solution définitive, parallèlement à la proposition marocaine. «La solution recherchée doit être acceptée par les deux parties, faisant du consensus et de la négociation, plutôt que de l'injonction et de l'imposition, les voies à privilégier», a-t-il déclaré. Il a souligné que le droit du peuple du Sahara occidental à l'autodétermination demeure au cœur du processus politique, comme «référence fondamentale qui ne peut être contournée» pour parvenir à une solution juste et durable.

Evoquant les réfugiés sahraouis dans les camps, Ahmed Attaf a précisé qu'ils «ne sont pas des réfugiés victimes des affres d'une guerre civile», ni «des réfugiés climatiques, économiques ou religieux, ni des victimes de catastrophes naturelles» ; «ils sont les dépositaires d'une cause juste et les défenseurs d'un droit originel à l'autodétermination», a-t-il déclaré.

Abordant la situation du système international, le chef de la diplomatie algérienne a relevé que l'ouverture de la 81e session de l'Assemblée générale des Nations unies s'était déroulée dans un contexte marqué par une crise majeure, le repli sur soi et la montée de l'unilatéralisme. Il a évoqué un sentiment de «frustration», d'inquiétude et d'incertitude face aux mutations de l'ordre international.

Ahmed Attaf a rejeté toute application sélective des principes de l'ONU et du droit international. «Soit la légalité internationale est une et indivisible, soit elle n'existe pas. Soit le droit est au-dessus de tous, soit il perd son sens et sa raison d'être», a-t-il martelé.

Il a insisté sur le rôle de l'ONU, qu'il a qualifié d'«acquis civilisationnel de l'humanité tout entière». Le danger réside, selon lui, dans le risque de voir les peuples et les Etats perdre confiance dans le système international lorsque la légalité internationale devient tributaire des rapports de force.

Le ministre a également alerté sur l'aggravation des crises, l'intensification des conflits et le creusement du fossé du développement entre le Nord et le Sud.

Sur la Palestine, Ahmed Attaf a réitéré le soutien «total et inconditionnel» de l'Algérie aux droits du peuple palestinien, notamment à son droit à un Etat indépendant et souverain, avec Al-Qods pour capitale. Il a condamné «la machine génocidaire» utilisée contre les Palestiniens et appelé la communauté internationale à une «mobilisation sérieuse» face à la situation à Gaza et en Cisjordanie. «Ce que subit le peuple palestinien ne doit pas devenir une scène ordinaire ou banalisée. Les victimes ne sont pas des chiffres. Les villes ne sont pas des cartes. Les maisons détruites ne sont pas de simples pierres», a-t-il souligné.

LES BONS OFFICES, UNE VOIE VERS L'APAISEMENT

L'Algérie a exprimé son regret face à l'enlisement des efforts visant à mettre fin au conflit dans la région du Golfe, tout en appelant à poursuivre les bons offices. Ahmed Attaf a réaffirmé le soutien d'Alger à l'unité, à l'intégrité territoriale et à la stabilité de la Libye, du Soudan, de la Somalie et du Yémen, rejetant toute intervention étrangère.

Le ministre a enfin rappelé l'approche globale de l'Algérie en faveur de la stabilité au Sahel, qui dépasse le seul traitement sécuritaire des crises. Alger prône une démarche fondée sur le respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale des Etats, le dialogue, la réconciliation et le développement, notamment par les infrastructures, la route transsaharienne et les interconnexions énergétiques et numériques. «Tel est le sens que l'Algérie, conformément aux orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, donne au bon voisinage», a-t-il noté. «Le monde que nous voulons n'est pas un monde dans lequel une minorité progresse tandis que la majorité demeure en marge du chemin ; c'est un monde dans lequel tous progressent, car l'avenir de l'humanité ne peut, en définitive, être qu'un avenir commun et un avenir partagé», a conclu le chef de la diplomatie algérienne.

Khalil Aouir

DÉCÈS D'UNE RESSORTISSANTE LORS D'UN RAID EN ARABIE SAOUDITE

Le MAE réagit et condamne

L'ALGÉRIE a réagi avant-hier soir, via un communiqué du ministère des Affaires étrangères, au décès d'une ressortissante algérienne dans une attaque par missile ayant ciblé mercredi dernier l'Aéroport international d'Abha en Arabie saoudite.

Le ministère des Affaires étrangères affirme avoir contacté aussitôt les services compétents pour joindre la famille de la défunte, lui annonçant la tragédie et lui exprimant ses sincères condoléances et sa profonde sympathie. Selon le communiqué, l'ambassade d'Algérie à Riyad et le consulat général d'Algérie à Djeddah ont immédiatement pris contact avec les autorités saoudiennes compétentes pour suivre les détails de ce tragique incident et prendre les mesures nécessaires à ce sujet.

Le MAE a assuré qu'il continue, à travers l'ambassade et le consulat général, de suivre la situation de près et de veiller à la prise en charge des affaires de ses citoyens en Arabie saoudite.

Il a, par ailleurs, indiqué que «l'Algérie condamne vivement cette attaque de missile qui a visé une installation civile et mis en danger la vie des civils, et réaffirme sa solidarité totale avec le Royaume d'Arabie saoudite face à ces agressions qui ciblent les civils et les infrastructures vitales, constituant une violation du droit international et du droit international humanitaire».

L'Algérie exprime, en outre, «son grand souci pour la sécurité et la protection de ses citoyens et appelle à l'arrêt immédiat de ces attaques, tout en évitant tout acte susceptible d'exacerber la situation et de compromettre la sécurité et la stabilité dans la région», a conclu le communiqué. Pour rappel, l'attaque contre l'aéroport d'Abha a entraîné le décès tragique de deux résidentes, de nationalités algérienne et marocaine, ainsi que 28 blessés parmi des citoyens et deux résidents de nationalités bangladaise et philippine, dont les blessures allaient de légères à graves. Selon l'Autorité générale de l'aviation civile, les aéroports d'Abha et du Roi Khaled international ont été la cible d'attaques perpétrées par les Houthis les mardi et mercredi 6 et 7 octobre 2026. L'attaque distincte ayant visé l'aéroport international du Roi Khaled a provoqué, quant à elle, la mort d'un résident de nationalité soudanaise, en plus de 8 blessés, comprenant cinq citoyens saoudiens, deux résidents égyptiens et un résident pakistanais, avec des degrés de gravité allant de mineurs à critiques. Il convient de souligner que ces développements rappellent la fragilité persistante de la situation sécuritaire dans la région et l'aggravation des tensions politiques et militaires. Malgré les initiatives internationales et régionales visant à instaurer un cessez-le-feu et à stabiliser la situation au Yémen et dans les zones limitrophes, les attaques transfrontalières ciblant des infrastructures civiles stratégiques et des aéroports internationaux continuent de faire peser de graves menaces sur la sécurité des civils, qu'ils soient citoyens ou résidents de nationalités diverses, ainsi que sur la sûreté du transport aérien international.

Hachemi B.

SALON DE LA FIGUE SÈCHE DE BÉJAÏA

Une plateforme stratégique d'échanges

ENTRE traditions ancestrales, dynamisme économique et défis climatiques, la 22e édition de la Fête de la figue a réuni, jeudi dernier, des centaines d'acteurs de la filière à Béni Maâouche. Cet événement met à l'honneur ce fruit emblématique de l'agriculture de montagne, qui occupe une place importante dans l'économie locale et le patrimoine agricole de la région.

Bien plus qu'un symbole vivant d'un patrimoine séculaire, la figue constitue un pilier de l'économie locale. Alors que la saison bat son plein, la région vit au rythme de l'activité agricole, entre célébration du produit du terroir et travail des producteurs.

Lancée en octobre 1996, cette manifestation emblématique célèbre cette année son trentième anniversaire. Organisé conjointement par l'association communale des figuiculteurs, l'APC, les services agricoles et la Chambre d'agriculture de wilaya, l'événement se tient au cœur du centre-ville, au niveau du marché hebdomadaire de la commune.

D'année en année, le succès de cette manifestation se confirme. Cette édition rassemble 206 exposants venus de 32 wilayas du pays. Producteurs, transformateurs, conditionneurs, artisans et commerçants se côtoient sous les chapiteaux, offrant aux visiteurs un large éventail de produits locaux, notamment des figues fraîches et sèches, des dattes, de l'huile d'olive, des produits agricoles et agroalimentaires, ainsi que des articles artisanaux, de la vannerie, de la poterie et diverses spécialités du terroir.

Cette dynamique prolonge une saison marquée par plusieurs initiatives locales, dont la 8e édition de la Fête de la figue au village de Thala Moumen et le salon organisé au Centre de formation professionnelle et d'apprentissage (CFPA) de Béni Maâouche.

La figue sèche de Béni Maâouche jouit d'une réputation bien établie. Considérée comme l'un des fruits secs les plus recherchés et les plus chers du pays, elle se négocie entre 1 500 et 3 000 DA le kilogramme. Sa renommée repose sur ses qualités gustatives et sur des variétés prisées, à l'image de la Taâmriwt.

Cette reconnaissance est consacrée par l'obtention de l'indication géographique protégée (IGP), l'une des premières distinctions de ce type accordées à un produit agricole en Algérie. S'étendant sur une dizaine de communes, cette labellisation garantit l'origine géographique du produit ainsi que le respect d'un savoir-faire spécifique. Elle contribue également à renforcer sa visibilité sur les marchés extérieurs.

La filière est désormais présente sur des marchés internationaux exigeants, notamment aux États-Unis, confirmant les perspectives de développement de ce produit du terroir.

Au-delà de son volet festif, la Fête de la figue constitue un espace d'échange entre professionnels et institutions autour des défis de la filière, notamment la sécheresse, les maladies, les incendies et le vieillissement des vergers. Les producteurs réclament un plan stratégique axé sur le renouvellement des plantations, le soutien à l'irrigation et la modernisation de la transformation. La manifestation vise également à valoriser le produit et son terroir, soutenir les producteurs, préserver les savoir-faire traditionnels et promouvoir le tourisme local.

N. Bensalem

SALON «FRUIT ATTRACTION» À MADRID

L'Algérie décroche 8 accords et un contrat de 3 millions de dollars

La participation algérienne au Salon international des fruits et légumes «Fruit Attraction 2026», organisé du 6 au 8 octobre à Madrid, en Espagne, a été marquée par la signature de huit mémorandums d'entente et d'un contrat d'exportation vers l'Allemagne d'une valeur avoisinant les 3 millions de dollars. Placée sous l'égide du ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, cette participation a réuni dix opérateurs économiques nationaux spécialisés dans les produits agricoles et agroalimentaires.

Les huit mémorandums d'entente conclus entre les entreprises algériennes et leurs partenaires étrangers portent sur l'exportation de produits agricoles vers les marchés européens. Ces accords ouvrent de nouvelles perspectives commerciales aux opérateurs nationaux et contribuent à élargir les débouchés des produits algériens à l'international, selon le communiqué du ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations.

Un autre résultat a marqué cette participation, avec la signature d'un contrat portant sur l'exportation de produits plastiques destinés à l'emballage vers le marché allemand, pour un montant proche de 3 millions de dollars. Cette opération illustre les possibilités de développement des exportations industrielles algériennes, notamment pour les produits intégrés aux chaînes de valeur agricoles et agroalimentaires. Le Salon a également constitué une plate-forme de promotion des produits algériens et de valorisation des capacités de production et d'exportation des entreprises nationales. Il leur a permis d'établir des contacts directs avec les marchés étrangers et les réseaux internationaux de distribution, en particulier européens.



Une participation remarquée.

Plusieurs rencontres d'affaires et premiers échanges commerciaux ont, par ailleurs, été organisés entre les opérateurs algériens et leurs homologues étrangers. Les discussions engagées devraient se poursuivre dans les prochaines semaines en vue de leur concrétisation par de nouveaux accords et contrats commerciaux, a indiqué la même source.

La manifestation a également offert aux entreprises algériennes l'occasion de s'informer sur les dernières innovations et tendances liées aux chaînes de valeur agricoles, notamment en matière de logistique, de stockage et de réfrigération, d'emballage, de transformation numérique et d'agriculture intelligente. Les opérateurs ont ainsi pu explorer de nouvelles possibilités de coopération et d'investissement sur les marchés internationaux.

Cette participation s'inscrit dans la stratégie du ministère visant à renforcer la présence des entreprises algériennes dans les Salons économiques internationaux spécialisés. L'enjeu est de transformer ces rendez-vous en opportunités commerciales concrètes, en contrats d'exportation et en partenariats durables, conformément aux orientations des hautes autorités du pays.

L'édition 2026 du Salon international des fruits et légumes «Fruit Attraction» a réuni plus de 2 400 entreprises participantes, tandis que plus de 121 000 professionnels étaient attendus sur une superficie d'exposition de 162 000 m². Cette édition a mis à l'honneur la pomme de terre, avec notamment l'organisation du premier symposium international consacré à ce produit.

Le Salon a couvert plusieurs secteurs, allant des fruits et légumes frais à l'industrie auxiliaire, notamment l'emballage, le conditionnement et les semences, en passant par les nouvelles technologies agricoles, la biotechnologie et l'agriculture intelligente. La logistique des produits frais et la chaîne du froid figuraient également parmi les principaux domaines représentés.

Rim Boukhari

GESTION ET VALORISATION DES DÉCHETS

La forte implication des start-up

PLUS de 3 000 start-up et micro-entreprises activaient dans le domaine de la gestion des déchets à l'échelle nationale. C'est ce qu'a fait savoir la ministre de l'Environnement et de la Qualité de la vie, Kaouter Krikou, notant que plus de 197 autorisations de collecte des déchets recyclables avaient été délivrées au titre de l'année 2025.

Une évolution qui traduit l'essor de la culture de valorisation des déchets, selon la ministre, qui a procédé avant-hier à l'inauguration de la 10e édition du Salon international de la récupération et de la valorisation des déchets, organisée sous le slogan «L'économie circulaire durable : enjeux et perspectives». Elle a ainsi relevé le rôle des jeunes, des porteurs de projets et des start-up, lesquels constituent des partenaires essentiels dans l'édification d'une économie circulaire à même de créer de la valeur ajoutée, grâce aux solutions innovantes qu'ils proposent dans les domaines du tri, de la collecte, de la récupération, du recyclage et de la valorisation. Signalant le renforcement du cadre législatif en matière de gestion, de contrôle et d'élimination des déchets, Krikou a mis en avant la place qu'occupe ce Salon, qui est, a-t-elle dit, devenu un espace important d'échange d'expertises et d'expériences et de présentation des solutions et technologies modernes dans le domaine de la gestion des déchets.

Invité d'honneur de cette édition, le Sultanat d'Oman, représenté par le président de l'Autorité de l'environnement, Abdullah bin Ali Al-Amri, a salué l'expérience algérienne dans le domaine de l'environnement, soulignant que le Salon lui avait permis de prendre connaissance de près de plusieurs expériences dans le domaine de la récupération et de la valorisation des déchets. Il s'est également félicité de la diversité des investissements ainsi que de la contribution des PME et des start-up, outre le recours aux technologies, à l'innovation et à la recherche scientifique pour développer des solutions de récupération des déchets.

Selon les organisateurs du Salon, cette manifestation, qui a enregistré la participation de 130 exposants, constitue un espace d'échange d'expertises et d'expériences et permet de faire connaître les différents projets, solutions et technologies innovantes dans le domaine de la récupération et de la valorisation des déchets, ainsi que de mettre en évidence les potentialités économiques qu'offre ce secteur, à travers la transformation des déchets en ressources et leur réintégration dans le circuit économique.

Hamid B.

CAMPAGNE LABOURS-SEMAILLES

115 000 hectares ciblés à Médéa

LA WILAYA de Médéa prévoit l'emblavement de 115 000 hectares de céréales au titre de la campagne labours-semailles 2026-2027. Les objectifs par variété et les moyens mobilisés pour assurer le bon déroulement de cette campagne ont été présentés mercredi lors d'une réunion du conseil exécutif tenue au siège de la wilaya.

Selon les prévisions de la direction des services agricoles (DSA), les superficies ciblées se répartissent entre 78 000 ha de blé dur, 11 000 ha de blé tendre, 25 000 ha d'orge et 1 000 ha d'avoine. La réalisation de ces objectifs reste toutefois tributaire des conditions climatiques et des précipitations enregistrées durant la campagne.

S'agissant des intrants agricoles, les stocks disponibles s'élèvent à 97 570,5 quintaux de semences, dont 4 019,5 quintaux ont déjà été distribués, et à 9 619 quintaux d'engrais, dont 729 quintaux distribués.

Le parc mobilisé pour cette campagne comprend 2 525 tracteurs, 180 semoirs et 4 718 machines destinées à la fertilisation et au travail du sol, selon la même source.

Concernant l'avancement des travaux, les superficies labourées atteignent actuellement 9 400 ha pour la campagne d'automne et 28 438 ha pour celle du printemps.

Le wali a appelé à mobiliser les moyens humains et matériels nécessaires à l'accompagnement des agriculteurs et à déployer, en coordination avec les CCLS, des équipes sur le terrain pour recenser les agriculteurs, les superficies cultivées et les besoins en soutien financier, notamment dans le cadre du crédit Rfig.

Nabil B.

AFRICAN ENERGY WEEK

Alnaft à la conquête des investisseurs internationaux

Après Londres et Oran, Alnaft mettra en avant le potentiel pétrolier et gazier algérien à l'African Energy Week, du 12 au 16 octobre au Cap. Près de 60 compagnies internationales ont déjà manifesté leur intérêt pour l'appel à concurrence, qui porte sur sept périmètres d'exploration.

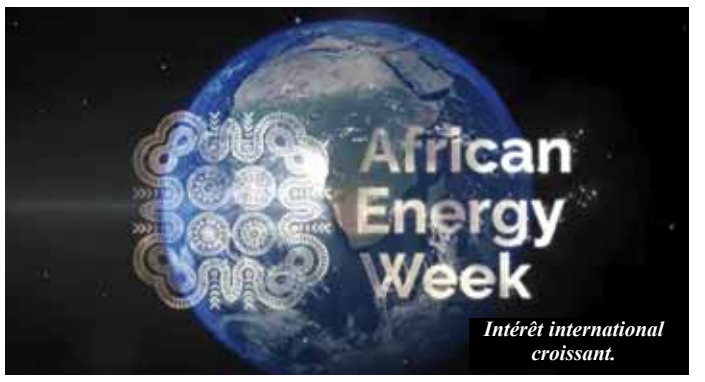
L'Algérie accélère sa campagne de promotion de son potentiel en hydrocarbures pour attirer les investisseurs internationaux. L'Agence nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbures (Alnaft) poursuivra cette démarche à l'African Energy Week, prévue du 12 au 16 octobre au Cap, en Afrique du Sud, où elle présentera les opportunités offertes par l'appel à concurrence international «Algeria Bid Round 2026».

Cette participation s'inscrit dans une offensive promotionnelle destinée à faire connaître les atouts géologiques du pays, les perspectives d'exploration et les conditions d'investissement dans le secteur amont des hydrocarbures. Une session sera consacrée à l'appel d'offres algérien, au potentiel exploratoire national et à l'évolution du cadre d'investissement, offrant à Alnaft l'occasion d'échanger directement avec les compagnies et les investisseurs présents.

L'enjeu est de transformer l'intérêt manifesté par les opérateurs internationaux en offres concrètes. Lancé en avril dernier, l'«Algeria Bid Round 2026» a déjà suscité l'intérêt de près de 60 compagnies énergétiques internationales, selon Alnaft.

L'agence entend maintenir cette dynamique à l'approche des prochaines échéances du processus. L'appel d'offres porte sur sept périmètres répartis dans plusieurs zones à potentiel pétrolier et gazier. Il s'agit d'Illizi Centre I, d'El M'zaïd Nord, dans la wilaya d'Ouargla, d'El Borma II, également à Ouargla, de Bordj Omar Driss Est I, d'El Hadjira 3, à Touggourt, d'El Benoud Est, dans la wilaya d'El Bayadh, et de Touggourt Sud. Ces périmètres couvrent notamment des zones situées dans les bassins d'Illizi et de Berkine, connus pour leurs ressources en hydrocarbures.

Le calendrier de l'appel à concurrence prévoit la clôture des salles de données virtuelles le 30 novembre prochain. Ouvertes en juin, ces plateformes permettent aux investisseurs qualifiés de consulter à distance les données techniques relatives aux périmètres proposés, une première dans le cadre d'un appel d'offres d'hydrocarbures en Algérie.



Intérêt international croissant.

La phase de dépôt des offres et d'ouverture des plis est prévue le 25 janvier 2027, tandis que la signature des contrats d'hydrocarbures avec Sonatrach devra intervenir au plus tard le 31 mars 2027. Ces échéances constituent les prochaines étapes d'un processus dont l'objectif est d'attirer de nouveaux partenaires et de stimuler les investissements dans l'exploration et la production.

UNE CAMPAGNE DE PROMOTION SUR PLUSIEURS FRONTS

La participation à l'African Energy Week prolonge une série d'actions menées par Alnaft auprès des acteurs internationaux du secteur. Les 29 et 30 septembre derniers, l'agence a pris part au Global Energy Summit, à Londres. Son président, Abdelkader Cherfaoui, y a présenté une communication intitulée «L'ambition de l'Algérie pour l'investissement dans le secteur amont», exposant les perspectives du prochain cycle d'investissement, le potentiel géologique du pays, sa position stratégique et les possibilités offertes aux partenaires étrangers. Au-delà de son volet festif, la Fête de la figue constitue un espace d'échange entre professionnels et institutions autour des défis de la filière, notamment la sécheresse, les maladies, les incendies et le vieillissement des vergers. Les producteurs réclament un plan stratégique axé sur le renouvellement des plantations, le soutien à l'irrigation et la modernisation de la transformation. La manifestation vise également à valoriser le produit et son terroir, soutenir les producteurs, préserver les savoir-faire traditionnels et promouvoir le tourisme local.

Plus de 10 000 participants sont attendus à l'African Energy Week, parmi lesquels plus de 300 ministres, 400 intervenants et près de 1 500 entreprises internationales, dont des compagnies énergétiques, des investisseurs et des institutions financières. L'événement vise à favoriser la concrétisation de projets et de partenariats dans les hydrocarbures, le gaz naturel liquéfié (GNL), l'électricité et les énergies renouvelables, notamment par la conclusion de nouveaux accords commerciaux et de financement.

Hamid B.

SALON INTERNATIONAL DE L'INDUSTRIE

La production locale à l'assaut de l'export

DURANT quatre jours, le potentiel algérien dans le secteur de l'industrie a été exposé à l'occasion du Salon international de l'industrie (Industria), qui s'est tenu au Palais des expositions de la wilaya de Sétif, avec la participation de 55 opérateurs. L'occasion pour les industriels algériens de promouvoir la production locale, mais aussi de renforcer la présence du «made in Algeria» sur les marchés extérieurs.

Des entreprises publiques et privées algériennes, mais aussi chinoises, ont exposé une variété de produits industriels dans les domaines de la mécanique, du plastique, de l'énergie et du textile, ainsi que divers services financiers et d'assurances.

Selon le commissaire du Salon, Naoufel Cherfi, cette manifestation, qui prend fin aujourd'hui, «vise à mettre en valeur les potentialités industrielles de l'Algérie et à faire connaître les produits et services offerts par les entreprises nationales et étrangères participantes, tout en encourageant des partenariats et des échanges d'expertises dans divers secteurs industriels».

Dans sa déclaration à l'agence officielle, M. Cherfi a précisé que la deuxième édition du Salon Industria est principalement axée sur la promotion de la production locale, conformément aux orientations des hautes autorités du pays visant à faire de l'Algérie un pôle industriel par excellence, orienté vers l'exportation, afin de renforcer la compétitivité des entreprises nationales et de soutenir la présence des produits algériens sur les marchés étrangers. Les participants ont salué cette initiative, qu'ils considèrent comme un espace offrant l'opportunité d'entrer en contact direct avec des partenaires et des acteurs nationaux et étrangers, destiné également à soutenir l'orientation des entreprises algériennes vers l'exportation.

Des opérateurs économiques participant au Salon ont mis en avant l'évolution de la production locale ainsi que les capacités de production des entreprises algériennes. Ces atouts offrent des opportunités prometteuses pour renforcer la présence du produit algérien sur les marchés étrangers. Cela passe principalement par l'amélioration de la qualité des produits et leur conformité aux normes et standards internationaux, en vue d'accroître leur compétitivité. Selon nombre d'opérateurs, cet objectif constitue une priorité pour les entreprises algériennes, qui accordent une grande importance au développement de leurs capacités de production et à l'amélioration de la qualité de leurs produits, afin de répondre aux exigences du marché national et de se conformer aux normes internationales requises pour accéder aux marchés étrangers.

En plus de l'exposition, le Salon a été marqué par l'organisation de rencontres entre les exposants et les professionnels, ainsi que de conférences animées par des experts dans les domaines de l'industrie et de l'exportation.

Des séminaires destinés aux jeunes ont également été organisés afin de les encourager à entrer dans le monde de l'industrie et à investir dans ce secteur. Selon le commissaire du Salon, cette manifestation constitue une opportunité de dynamiser l'industrie, conformément aux directives des hautes autorités du pays visant à consolider la position de l'Algérie en tant que pôle industriel par excellence.

Lilia Ait Akli



INVESTISSEMENT ET TECHNOLOGIES

L'Algérie veut séduire les investisseurs nordiques

L'ALGÉRIE entend consolider sa place dans les échanges économiques internationaux et promouvoir des partenariats axés sur l'investissement productif, le transfert de technologies et la valorisation des ressources.

C'est le message porté par le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Sid Ali Khaldi, lors de la conférence de haut niveau «L'unité africaine aujourd'hui», à Oslo, dans le cadre de l'ouverture de la 15e édition du Sommet afro-scandinave. Participant à cette rencontre en qualité d'invité d'honneur spécial, l'Algérie a réaffirmé sa position en faveur du renforcement de la souveraineté économique du continent, considérée comme le prolongement indispensable de sa souveraineté politique. Une ambition qui s'inscrit dans la continuité des idéaux défendus par les pères fondateurs de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) et de l'Union africaine.

Organisée jeudi, la conférence a été lancée par le ministre des Affaires étrangères du Royaume de Norvège. Intervenant à cette occasion, Khaldi a rappelé que la sécurité alimentaire constitue une priorité nationale pour l'Algérie, étroitement liée à sa sécurité nationale et à la préservation de sa souveraineté. Il a également mis en avant l'engagement du pays en faveur de l'intégration africaine, illustré par la réalisation de projets structurants à dimension continentale, notamment la route transsaharienne, le gazoduc transsaharien et le projet de fibre optique. Le développement des relations économiques avec les pays nordiques figure également parmi les perspectives évoquées par le ministre. Dans ce sens, l'Algérie souhaite établir avec ces partenaires une coopération fondée sur des investissements dans la transformation des ressources, le transfert de savoir-faire et de technologies, la formation ainsi que des échanges commerciaux équilibrés, permettant une circulation des produits dans les deux sens, indique un communiqué du ministère. Dans cette optique, l'expérience norvégienne en matière de gestion durable des ressources naturelles et de préservation des intérêts des générations actuelles et futures a été présentée comme une référence. Cette approche pourrait inspirer le développement de partenariats conciliant valorisation économique des ressources et durabilité. À ce propos, le ministre a souligné l'évolution de la vocation de l'Algérie qui, après avoir été une «terre d'accueil des révolutionnaires et des hommes libres», ambitionne désormais de devenir une destination pour les partenariats et les investissements. Il a résumé cette vision en établissant un parallèle entre le principe politique «L'Afrique aux Africains» et l'ambition économique qu'il défend : «L'Afrique, partenaire de tous».

Rim Boukhari

ANTICANCÉREUX

L'Algérie veut réduire sa dépendance extérieure

Saidal renforce sa production d'anticancéreux et élargit son offre de traitements, de la chimiothérapie à l'immunothérapie. C'est ce qu'a indiqué, jeudi, Nardjiss Brichni, directrice du marketing et des ventes du groupe public, en assurant que la disponibilité des médicaments et la réduction de la dépendance aux importations figurent parmi ses priorités.

La production locale de médicaments anticancéreux s'impose comme un enjeu majeur de souveraineté sanitaire. Le groupe Saidal entend élargir son portefeuille thérapeutique et renforcer les capacités nationales pour répondre aux besoins des patients. « Nous accordons une grande priorité aux médicaments contre le cancer, ainsi qu'à la continuité de leur approvisionnement », a affirmé Mme Brichni lors de son intervention sur les ondes de la radio nationale.

La responsable a indiqué que le groupe fournit déjà aux établissements hospitaliers plusieurs médicaments de chimiothérapie fabriqués en Algérie, dont deux références utilisées dans différents protocoles thérapeutiques. Son portefeuille comprend également des traitements ciblés et des médicaments d'immunothérapie, témoignant de l'élargissement progressif des solutions thérapeutiques produites localement.

Mme Brichni a souligné que l'objectif principal, à l'heure actuelle, est de consolider cette offre et de l'adapter aux besoins du système national de santé. « Nous proposons différentes catégories de traitements, de la chimiothérapie aux thérapies immunitaires », a-t-elle précisé. Cette diversification répond à l'évolution des pratiques médicales, qui font appel à des traitements de plus en plus spécifiques selon les formes de cancer et les caractéristiques des patients.

La disponibilité de ces médicaments demeure toutefois indissociable de la régularité des approvisionnements. Les ruptures peuvent perturber les protocoles thérapeutiques et fragiliser le parcours de soins. Saidal mise ainsi sur l'anticipation des besoins, l'amélioration de la planification et le suivi quotidien du marché pour assurer la continuité des livraisons aux structures hospitalières. Mme Brichni a ainsi fait savoir : « Nous travaillons à entrevoir les besoins et améliorer la couverture du marché national afin de maintenir l'approvisionnement en traitements. »



La production locale renforcée.

LES MATIÈRES PREMIÈRES, MAILLON STRATÉGIQUE

La consolidation de la production d'anticancéreux passe aussi par une meilleure maîtrise des matières premières, encore importées de l'étranger. Les tensions géopolitiques et les perturbations des chaînes logistiques internationales exposent en effet l'industrie pharmaceutique aux risques de retards et de ruptures.

« La sécurité médicamenteuse commence par les matières premières, se poursuit avec les matériaux de conditionnement et va jusqu'au produit fini », a rappelé la responsable. À cet effet, Saidal travaille sur plusieurs projets de fabrication locale de matières premières destinées notamment à des traitements contre le cancer, aux antibiotiques, au diabète et aux maladies cardiovasculaires. Ces investissements devront contribuer à réduire progressivement la dépendance extérieure et à sécuriser les approvisionnements.

Le développement des traitements innovants constitue un autre axe prioritaire. Le groupe entend renforcer ses capacités dans les thérapies ciblées et l'immunothérapie grâce à des partenariats avec des laboratoires internationaux. Mme Brichni a notamment cité les accords conclus avec Boehringer Ingelheim et Roche, qui participent à la dynamique de coopération industrielle et au développement de nouvelles capacités de production en Algérie.

Cette montée en puissance repose également sur la recherche scientifique. Mme Brichni a annoncé que le groupe prévoit de restructurer son centre de recherche et de développement de Rahmania et de renforcer les collaborations avec les universités algériennes. L'objectif est de développer les compétences nationales et de rapprocher la recherche des besoins concrets de l'industrie pharmaceutique.

La qualité des médicaments produits localement reste, selon la responsable, une exigence fondamentale. « Les médicaments de Saidal répondent aux normes de qualité et aux exigences d'enregistrement appliquées en Algérie. Il n'y a pas de différence de qualité entre un produit fabriqué par notre groupe et un médicament fabriqué dans un autre pays dès lors qu'ils répondent aux mêmes normes », a-t-elle assuré.

Cette stratégie s'appuie sur un outil industriel de plus de 230 unités de production et 700 lignes de fabrication. Le groupe fournit notamment la Pharmacie centrale des hôpitaux, à laquelle il livre plus de 25 références. Les approvisionnements destinés à cet organisme ont représenté près de 25 milliards de dinars depuis le début de l'année, selon les chiffres avancés par Narjess Brichni.

Sihem Bounabi

CANCER DU SEIN

Le dépistage vient aux femmes

LE MINISTÈRE de la Santé a lancé, jeudi, la campagne nationale de dépistage précoce du cancer du sein, accompagnée de la mise en service d'une première caravane mobile connectée. Équipée de matériel de mammographie numérique et reliée au centre Pierre-et-Marie-Curie d'Alger, cette unité doit rapprocher l'expertise médicale des femmes, notamment dans les régions où l'accès aux soins spécialisés reste limité.

La cérémonie, présidée par le secrétaire général du ministère de la Santé, Mohamed Talhi, au nom du ministre Mohamed Seddik Aït Messaoudène, s'est tenue sous le slogan « Tous unis contre le cancer », avec pour thème « La numérisation au service du dépistage et du diagnostic précoce du cancer du sein ».

Équipée des derniers dispositifs de mammographie numérique, la caravane est reliée, grâce à une connexion à haut débit, au centre Pierre-et-Marie-Curie d'Alger. Ce dispositif permet de solliciter à distance l'expertise de spécialistes, de faciliter l'interprétation des examens et d'améliorer l'orientation des patientes. Il vise notamment les régions qui nécessitent un renforcement de l'offre de soins spécialisés.

Selon le programme annoncé, la caravane sillonnera plusieurs wilayas du pays d'octobre 2026 à janvier 2027. L'objectif est d'élargir la couverture du dépistage et de rapprocher les prestations médicales des femmes, indépendamment de leur lieu de résidence.

L'urgence de renforcer le dépistage se mesure à l'ampleur de la maladie. Selon les données du Réseau national des registres du cancer, plus de 56 000 nouveaux cas de cancer ont été recensés en Algérie en 2023, soit une hausse de plus de 34 % en moins de dix ans.

Le cancer du sein demeure le cancer le plus fréquent chez les femmes algériennes, avec 14 074 nouveaux cas par an, représentant plus de 45 % des cancers féminins. Il reste également la première cause de décès par cancer chez les femmes. Autre élément préoccupant, la maladie touche des femmes de plus en plus jeunes, avec un âge moyen au diagnostic estimé à 47 ans.

Face à cette situation, le ministère de la Santé insiste sur l'importance du dépistage précoce et d'une prise en charge rapide. Selon les données avancées par le département ministériel, les chances de guérison peuvent dépasser 90 % lorsque la maladie est détectée à un stade précoce et prise en charge sans retard.

Au-delà des campagnes ponctuelles, les autorités sanitaires entendent consolider un dispositif de proximité reposant sur les structures de santé locales et le rôle central du médecin généraliste. Le renforcement des compétences de ce dernier, notamment par le certificat d'études spécialisées en sénologie, ainsi que l'amélioration de la surveillance épidémiologique grâce au réseau national des registres du cancer, figurent parmi les leviers retenus.

PLUS DE 2 000 FEMMES DÉPISTÉES EN 2025

À titre de rappel, les cliniques mobiles ont permis à plus de 2 000 femmes de bénéficier d'opérations de dépistage en 2025 dans sept wilayas : Adrar, Timimoun, Béni Abbès, Relizane, Mascara, Béjaïa et Oum El Bouaghi.

Le recours aux technologies numériques constitue un autre axe de la stratégie annoncée par le ministère. La généralisation du dossier médical électronique et la numérisation des rendez-vous, y compris ceux liés à la radiothérapie, doivent contribuer à réduire les délais d'attente et à améliorer la coordination du parcours de soins.

Le département ministériel prévoit également de développer la téléradiologie et les réunions de concertation pluridisciplinaires à distance, connues sous l'appellation e-RCP. Ces outils doivent faciliter le partage de l'expertise entre professionnels et permettre une meilleure prise de décision thérapeutique, particulièrement dans les régions qui ne disposent pas de certaines spécialités.

Une plateforme numérique consacrée au suivi de la maintenance et de la disponibilité des équipements de santé a, par ailleurs, été mise en place. Elle doit permettre de surveiller les délais d'intervention et de limiter la durée d'indisponibilité des appareils. Des tableaux de bord numériques sont également prévus pour suivre la mise en œuvre de la stratégie nationale et les indicateurs de prise en charge des patients atteints de cancer. Le ministère souligne, dans ce cadre, la nécessité de garantir la confidentialité et la protection des données médicales.

En matière d'infrastructures, l'Algérie dispose actuellement de 15 centres de lutte contre le cancer, de 24 services de radiothérapie et de 61 accélérateurs linéaires. L'ouverture de nouveaux services de radiothérapie et l'acquisition de 16 accélérateurs linéaires sont programmées à l'horizon 2028.

Le dispositif thérapeutique national a également été renforcé par l'intégration de 52 traitements innovants, notamment des thérapies ciblées et des immunothérapies. La mise en service d'un appareil de tomographie par émission de positons (PET Scan) dans la wilaya de Tizi Ouzou est, quant à elle, attendue avant la fin de l'année 2026.

La disponibilité des médicaments anticancéreux et des dispositifs médicaux demeure un autre enjeu majeur. À ce titre, plus de 73 milliards de dinars ont été alloués au Fonds de lutte contre le cancer dans le cadre de l'initiative nationale dédiée à cette maladie. Ses ressources sont renforcées annuellement à hauteur de 40 milliards de dinars, en plus des crédits prévus dans le budget de l'État.

Le ministère rappelle également que la lutte contre les facteurs de risque constitue un volet essentiel de la prévention. Le tabagisme, une alimentation déséquilibrée, la sédentarité, le surpoids, l'obésité et certains facteurs environnementaux figurent parmi les éléments ciblés par les actions de sensibilisation.

Lynda Louifi

DÉTROIT D'ORMUZ

Pezeshkian exige la fin des « pressions et menaces »

=Donald Trump a assuré jeudi mener des « discussions productives » avec Téhéran. Cette annonce avait suivi des informations de presse sur de possibles frappes américaines, qui avaient fait bondir les cours du pétrole.



Au lendemain de l'annonce de Donald Trump par laquelle il excluait de nouvelles frappes contre l'Iran avant les élections américaines du 3 novembre, le président iranien, Massoud Pezeshkian, a posé, vendredi 9 octobre, ses conditions à la reprise des négociations avec Washington.

« Le dialogue n'a de sens et n'a une chance de réussir que s'il repose sur le respect mutuel et des engagements réciproques, et s'il est exempt de toute pression et de toute menace », a-t-il déclaré lors d'un sommet régional au Turkménistan, dénonçant également les conséquences des sanctions américaines sur le commerce et l'énergie.

Le président russe Vladimir Poutine, qui l'a rencontré jeudi en marge de ce sommet, a proposé son aide pour mettre fin au conflit. « Nous sommes prêts à faire tout ce qui est en notre pouvoir pour contribuer au règlement de cette situation », a-t-il déclaré, estimant que Téhéran faisait de « véritables efforts » en ce sens. Donald Trump avait assuré jeudi mener des « discussions productives » avec Téhéran, tout en maintenant le blocus des ports iraniens. Cette annonce avait suivi des informations de presse sur de possibles frappes américaines, qui avaient fait bondir les cours du pétrole. Plus de sept mois après le déclenchement de la guerre par des frappes israélo-américaines contre l'Iran, les deux pays continuent de s'opposer sur le détroit d'Ormuz, malgré un cessez-le-feu conclu en avril et un protocole d'accord signé en juin.

Fin septembre, Téhéran avait proposé de rouvrir sous sept jours ce passage stratégique pour les exportations pétrolières, en échange notamment d'une levée des sanctions américaines. Donald Trump a rejeté cette offre, sans exclure la poursuite des discussions. Dans le même temps, Washington a renforcé sa guerre économique contre Téhéran, imposant de nouvelles sanctions contre son secteur aérien.

Sur le terrain, une accalmie a été observée ces dernières semaines : les États-Unis n'ont pas frappé l'Iran depuis le 1er septembre, même si des navires sont régulièrement pris pour cible dans le détroit d'Ormuz. Un pétrolier a encore été touché mercredi par plusieurs projectiles au large du Qatar, selon l'agence britannique de sécurité maritime UKMTO. La perturbation du trafic pétrolier alimente la hausse des prix des carburants aux États-Unis, devenue un enjeu des élections de novembre.

ARABIE SAOUDITE

Les Houthis intensifient leurs frappes au cœur du royaume

LES AÉROPORTS de Riyad et d'Abha, ainsi que plusieurs infrastructures stratégiques, ont été visés par des attaques houthies. Le bilan s'élève à trois morts et 36 blessés, tandis que des centaines de vols ont été annulés ou suspendus cette semaine. L'Arabie saoudite fait face à une nouvelle vague d'attaques houthies. Jeudi 8 octobre, la coalition dirigée par Riyad a annoncé avoir intercepté trois missiles balistiques, dont deux en direction de la capitale et un vers Khamis Mushait. Des débris sont toutefois tombés sur un complexe comprenant une clinique et une école maternelle à Riyad, provoquant des dégâts matériels. Dans le même temps, le mouvement yéménite a revendiqué une frappe contre l'aéroport international King Khalid, affirmant avoir atteint sa cible. L'escalade se ressent jusque dans le trafic aérien. Un appareil de la compagnie Saudia a été gravement endommagé après avoir pris feu à l'aéroport de Riyad. Plus de 275 vols ont été annulés jeudi, tandis que Lufthansa, Air India, IndiGo et Akasa Air ont suspendu temporairement leurs liaisons vers la capitale. Le mouvement a par ailleurs averti les compagnies d'éviter l'espace aérien saoudien, à l'exception de La Mecque et Médine. 200 000 déplacés Ces frappes surviennent après des attaques meurtrières contre les aéroports de Riyad et d'Abha, qui ont fait trois morts et 36 blessés en début de semaine. Les trois personnes tuées sont une Marocaine, une Algérienne et un Soudanais. Riyad promet une riposte, tandis que les Houthis menacent aussi les installations pétrolières et les infrastructures stratégiques du royaume. Cette nouvelle phase est liée à la reprise des combats au Yémen. L'Arabie saoudite soutient une vaste offensive des forces gouvernementales sur la côte de la mer Rouge et autour de Bab el-Mandeb, alors que les Houthis tentent de reprendre l'initiative autour de Taëz et d'Aden. Plus de 200 000 personnes auraient déjà été déplacées par les combats récents. Plus de quatre ans après la trêve de 2022, Riyad redécouvre ainsi sa vulnérabilité face aux missiles et drones houthis. La guerre déborde largement du Yémen et menace l'aviation civile, les infrastructures énergétiques et l'image de stabilité que le royaume cherche à projeter.

R. I.

APRÈS UNE ERREUR D'UPS

Des pièces sensibles du F-35 se retrouvent en Chine

UN SIMPLE courriel non consulté a suffi à compromettre le transport de matériel militaire américain. Selon Bloomberg, des pièces du F-35 expédiées d'Australie vers les États-Unis ont été réacheminées via Hong Kong malgré les restrictions en vigueur. Les autorités chinoises les ont saisies, déclenchant plusieurs enquêtes à Washington. L'agence Bloomberg a détaillé le 7 octobre les circonstances dans lesquelles des éléments du chasseur F-35 ont fini entre les mains des autorités chinoises. Selon ses sources, un employé du transporteur United Parcel Service (UPS) n'aurait pas pris connaissance d'un courriel interdisant le passage du chargement par Hong Kong. Le colis contenait une verrière de cockpit et une trappe de soute à armement du F-35, un avion de combat de cinquième génération fabriqué par le groupe américain Lockheed Martin. Recouvertes de matériaux absorbant les ondes radar, ces pièces participent aux capacités de furtivité de l'appareil. Elles provenaient d'un F-35 australien et avaient été expédiées en mai vers les États-Unis pour inspection, réparation éventuelle ou mise au rebut. Le chargement devait rejoindre San Francisco en passant par la Corée du Sud et Taïwan. Une erreur malgré les restrictions américaines Le transport a toutefois pris du retard au départ de l'Australie. Pour accélérer la livraison, un employé d'UPS a décidé de modifier l'itinéraire et de faire transiter les composants par Hong Kong, après une escale en Corée du Sud. Cette décision allait à l'encontre des consignes transmises par la société de logistique DSV A/S. Celle-ci avait signalé que les pièces étaient soumises à la réglementation américaine sur le commerce international des armes (ITAR), qui impose des restrictions sur leur transit par certains territoires. Les composants ont finalement été saisis par les autorités chinoises à Hong Kong. Ils n'ont pas été restitués à ce jour. Washington examine les défaillances de sa chaîne logistique L'affaire met en évidence une faille dans l'acheminement de matériels militaires américains sensibles. L'examen des pièces pourrait permettre aux spécialistes chinois d'obtenir des informations sur les matériaux et les procédés utilisés pour réduire la détection radar du F-35. L'incident a provoqué l'ouverture d'enquêtes au Pentagone et au département d'État américain. Des membres du Congrès ont par ailleurs demandé un examen des chaînes internationales d'approvisionnement en armements américains, tandis que les autorités australiennes ont engagé leurs propres vérifications. Le 18 septembre, le département américain de la Défense avait fait savoir qu'il travaillait à la récupération des composants et à la clarification des circonstances de leur acheminement. Il avait aussi annoncé des mesures destinées à éviter la répétition d'un tel incident. Ce texte intègre toutes les corrections, y compris la suppression de la redondance du §5. Les points de fait-check de ma dernière réponse restent valables, en particulier la date du 18 septembre, que je n'ai pas pu confirmer.

R. I.

LIGUE 1 (4E JOURNÉE)

Le MBR s'offre l'USMA, la JSS et l'OA dos à dos

Le MB Rouissat a réalisé une belle opération en s'imposant devant l'USM Alger (1-0), jeudi au stade d'Ouargla, pour le compte de la suite de la 4e journée de Ligue 1, alors que la JS Saoura et l'Olympique Akbou se sont neutralisés (0-0) à Béchar. Le MB Rouissat, qui restait sur une défaite à l'extérieur face au MC Alger (2-0), triple champion d'Algérie en titre, a renoué avec le succès à la faveur d'une prestation solide.



L'unique réalisation de la rencontre a été inscrite par Ammar El-Orfi sur penalty à la 59e minute, permettant à son équipe de décrocher sa deuxième victoire de la saison. Grâce à ce succès, le MBR porte provisoirement son total à six points et rejoint la quatrième place au classement. De son côté, l'USMA concède son premier revers depuis le début de l'exercice et manque l'occasion de rejoindre le CR Belouizdad en tête du classement. Les Rouge et Noir restent ainsi bloqués à sept points. A Béchar, la JS Saoura et l'Olympique Akbou n'ont pas réussi à se départager (0-0), au terme d'un match disputé mais pauvre en occasions franches. La formation de Béchar enchaîne ainsi un deuxième nul consécutif, après celui ramené de son déplacement à Biskra face à l'USB (0-0). La JSS compte désormais deux points au classement. Pour sa part, l'Olympique Akbou a mis fin à une série de trois défaites consécutives et décroche un point qui lui permet de remonter provisoirement à la septième place avec quatre unités.

Le CR Belouizdad a arraché une précieuse victoire face à l'USM Khenchela (1-0), mercredi soir au stade du 5-Juillet, en clôture de la première partie de la 4e journée du championnat de Ligue 1 Mobilis. Alors que les deux équipes semblaient devoir se séparer sur un score vierge, le Chabab a finalement fait la différence dans les ultimes secondes de la rencontre. Le défenseur Benayada a transformé un penalty à la 90e+7 minute, offrant ainsi les trois points à son équipe.,Cette victoire permet au CRB de poursuivre sa série positive et de signer un troisième succès de rang, après ceux obtenus face à l'ES Sétif (1-0) à domicile et l'US Biskra (1-0) en déplacement.,Grâce à ce succès arraché au bout du suspense, le Chabab porte son total à dix points et prend seul les commandes, à trois longueurs de l'USMA et du CSC. De son côté, l'USM Khenchela, qui a longtemps résisté aux assauts belouizdadis, concède sa première défaite de la saison. Les « Siskaoua » restent ainsi à deux points récoltés en trois matchs.

Le MC Oran a été tenu en échec à domicile par l'ES Sétif (0-0), jeudi soir, dans le cadre de la suite de la 4e journée du championnat de Ligue 1 de football, ratant ainsi une belle occasion de signer une troisième victoire de rang et de s'installer à la position de dauphin.

Après deux succès consécutifs, les Oranais n'ont pas réussi à prendre le dessus sur une formation sétifienne bien organisée, qui a su préserver sa cage inviolée jusqu'au coup de sifflet final. Ce résultat empêche le MCO de faire la passe de trois et de rejoindre le dauphin à une longueur du leader

De son côté, l'Entente confirme son redressement après son large succès obtenu lors de la précédente journée face au CS Constantine (5-1). Les Sétifiens, qui ont résisté aux assauts du MCO malgré une fin de rencontre disputée en infériorité numérique, à la suite de l'expulsion de leur défenseur jordanien El-Hourani (85e), remontent à la 7e place avec quatre points.

LIGUE 2 (CENTRE-OUEST)

Le RCK atomise l'USMH (4-0) et s'envole en tête

LE RC KOUBA a réalisé une nouvelle belle performance en s'imposant largement face à l'USM El Harrach sur le score de 4 à 0, jeudi au stade Benhaddad de Kouba, en match avancé de la quatrième journée du championnat de Ligue 2, groupe Centre-Ouest. Tout s'est joué en seconde période. Les Koubéens ont rpris les commandes de la rencontre avant de faire la différence grâce à des réalisations de Boukheloua (46'), Ghazali (56'), Kemoukh (73') et Chira (76'). Cette large victoire permet au Raed de poursuivre son impressionnant début de saison avec un bilan parfait de quatre victoires en autant de rencontres, confirmant ainsi ses ambitions dans la course à l'accession. Les Vert et Blanc signent également leur deuxième succès consécutif dans un derby algérois, après avoir pris le dessus sur le NA Hussein Dey (1-0) lors de la précédente journée, en déplacement au stade de Dar El-Beïda.



TROIS MEMBRES DU STAFF TECHNIQUE VICTIMES D'UN ACCIDENT DE LA CIRCULATION

L'USMH a annoncé, jeudi, que trois membres de son staff technique ont été victimes d'un accident de la circulation survenu à Lakhdaria (Bouira), quelques heures après la lourde défaite concédée en déplacement face au RC Kouba (4-0), en ouverture de la 4e journée de la Ligue 2 (Centre-Ouest). Dans un communiqué publié sur ses réseaux sociaux, le club harrachi a précisé que les personnes concernées sont l'entraîneur en chef, Rachid Terrai, son adjoint, Lazhar Redjimi, ainsi que le préparateur physique, Brahim Haddad. « C'est avec une grande inquiétude que la direction de l'USMH a appris que des membres du staff technique de l'équipe, à savoir l'entraîneur principal, Rachid Terai, l'entraîneur adjoint, Lazhar Redimi, et le préparateur physique, Brahim Haddad, ont été victimes d'un accident de la circulation au niveau de Lakhdaria. Dès qu'il a été informé de l'accident, le président du club s'est personnellement rendu à l'hôpital, accompagné du staff médical, afin de s'enquérir de leur état de santé et de s'assurer de leur situation, précise le communiqué.

Aymen Chehmat, joueur de la JSM Skikda, est décédé

Le football algérien est en deuil. Aymen Chehmat, joueur de la JSM Skikda, est décédé des suites d'une maladie, plongeant son club dans la tristesse. En signe de solidarité avec la famille du défunt et le club de Skikda, la Ligue nationale de football amateur (LNFA) a décidé de reporter à une date ultérieure la rencontre Paradou AC – JSM Skikda, comptant pour la quatrième journée du championnat de Ligue 2 amateur.

Par ailleurs, une minute de silence sera observée avant le coup d'envoi de toutes les rencontres de cette journée en hommage au joueur disparu. En cette douloureuse épreuve, le personnel du quotidien le jeune indépendant présente ses sincères condoléances à la famille du défunt, priant Allah, le Tout-Puissant, de l'accueillir dans son vaste paradis et d'accorder aux siens patience et réconfort.

Ligue 1 Mobilis: le programme des 6e et 7e journées dévoilé

LA LIGUE de football professionnel (LFP) a levé le voile sur le calendrier des 6e et 7e journées de Ligue 1 Mobilis. Au programme, des rencontres prévues à la mi-octobre, avec plusieurs reports pour la sixième journée et des dates spécifiques pour certaines affiches. La 6e journée se jouera les 17 et 18 octobre. Trois rencontres ont toutefois été reportées à une date ultérieure : ES Ben Aknoun – USM Alger, MC Alger – ES Sétif et CR Belouizdad – Olympique Akbou. La 7e journée est, quant à elle, programmée les 23 et 24 octobre. Deux rencontres se joueront à des dates distinctes. US Biskra – MC Alger est prévu le 27 octobre, alors que le derby algérois entre l'USM Alger et le CR Belouizdad aura lieu le 29 du même mois.

ALLEMAGNE

La blessure de Maza inquiète le Bayer Leverkusen !

Sorti sur blessure face au Niger après avoir disputé les trois matchs de l'Algérie, Ibrahim Maza doit désormais passer des examens. La gravité de son problème à la cheville reste encore inconnue.



Ibrahim Maza a terminé le rassemblement des Verts sur une grosse inquiétude. Utilisé lors des trois rencontres disputées par l'Algérie durant cette fenêtre internationale, le milieu offensif de 20 ans a été contraint de sortir face au Niger après un coup reçu à la cheville droite. Touché autour de la 35e minute, il a d'abord tenté de continuer avant de finalement quitter la pelouse à la 40e minute.

La gravité de sa blessure n'est pas encore connue. Maza aurait été touché dans la partie haute de la cheville droite après un duel avec Omar Sako, et des examens doivent désormais permettre de déterminer la nature exacte du problème. Sa présence dès le prochain match de championnat reste donc incertaine, alors que son club attend son retour pour en savoir davantage. Cette alerte intervient à un moment où Maza avait pris une place importante dans le onze. Avant la trêve, il avait disputé quatre matchs de Bundesliga, à chaque fois sur l'intégralité de la rencontre, avec un but et une passe décisive au compteur. Sa capacité à jouer entre les lignes et à créer dans les petits espaces en faisait déjà l'un des éléments les plus influents de son équipe. Une éventuelle indisponibilité prolongée tomberait donc particulièrement mal. Le calendrier qui arrive est très chargé, avec sept matchs en seulement 22 jours. Pour Maza, l'enjeu est maintenant simple : espérer qu'il ne s'agisse que d'un coup douloureux et pouvoir retrouver rapidement les terrains.

L'AVENIR D'IBRAHIM PREND UNE TOURNURE INATTENDUE

Alors que son nom pourrait animer les prochaines périodes de mercato, Ibrahim Maza voit son avenir prendre une direction assez surprenante. Très apprécié au Bayer Leverkusen, le jeune international algérien fait l'objet de nouvelles réflexions en interne. Et malgré l'intérêt grandissant de plusieurs clubs anglais, la tendance serait désormais à un scénario bien différent d'un départ… L'avenir d'Ibrahim Maza pourrait s'inscrire encore plus durablement au Bayer Leverkusen. Arrivé en provenance du Hertha Berlin à l'été 2025, le milieu offensif algérien de 20 ans a progressivement convaincu les dirigeants du club allemand de miser sur lui pour les prochaines années. Une démarche pour le moins inattendue puisque Maza est déjà lié au Bayer jusqu'en juin 2030. Selon les informations de Sky Sport Allemagne, Leverkusen aurait entamé des discussions avec l'entourage du Fennec en vue d'une prolongation de contrat. L'objectif des dirigeants allemands serait double : sécuriser l'avenir de l'un de leurs plus grands espoirs, auteur d'un but et d'une passe décisive depuis le début de la saison, et récompenser sa progression par une augmentation significative de son salaire. Toujours selon Sky Sport, les premières discussions auraient déjà eu lieu entre les deux parties. De son côté, le joueur ne serait pas opposé à cette perspective. Épanoui à Leverkusen, l'international algérien se montrerait ouvert à l'idée de poursuivre l'aventure sur le long terme.

ELIM CAN U23 2027

L'Algérie fixée sur son adversaire au 2e tour

LORS de la prochaine date FIFA de novembre, l'Algérie U23, sous le commandement de Rafik Saïfi, démarrera officiellement son parcours vers la CAN U23 2027, qui se tiendra en Égypte. Les Verts feront leur entrée en scène lors du deuxième et avant-dernier tour des éliminatoires, une étape qui lancera véritablement leur campagne continentale. L'adversaire est désormais connu, à l'issue du premier tour. Exemptée du premier tour, l'Algérie U23 affrontera l'Eswatini au deuxième tour, dans le cadre d'une double confrontation aller-retour. Les Swatiniens ont obtenu leur qualification après avoir éliminé le Malawi lors du premier tour. Vainqueurs 1-0 à l'aller, ils ont ensuite fait match nul 1-1 au retour, ce qui a scellé leur billet pour la suite de la compétition. Le calendrier de cette double confrontation a été communiqué par la Fédération algérienne de football (FAF). Dans son communiqué, l'instance a indiqué : « La double confrontation entre l'Algérie et l'Eswatini est programmée entre le 09 et le 17 novembre 2026. » Les deux rencontres se disputeront donc durant la prochaine trêve internationale de novembre.

MALI OU ZIMBABWE AU PROCHAIN TOUR

En cas de qualification pour le troisième et dernier tour des éliminatoires de la CAN U23 2027, l'Algérie U23 affrontera le vainqueur de la double confrontation entre le Mali et le Zimbabwe. L'enjeu sera alors de décrocher une place à la phase finale de la compétition, organisée en Égypte. Celle-ci réunira 8 sélections, ce qui rend chaque tour déterminant dans la course à la qualification. Pour le groupe de Rafik Saïfi, le rendez-vous de novembre marquera donc le début de la compétition officielle. Il s'agira d'abord de franchir l'obstacle Eswatini, avant d'envisager l'étape suivante face au Mali ou au Zimbabwe.

Bourabaâ indisponible plusieurs semaines

LE NÉO-INTERNATIONAL algérien du Mans FC, Adil Bourabaâ, blessé à la cheville, a déclaré forfait pour le déplacement de son équipe au Parc des Princes pour affronter le Paris SG, samedi soir, à l'occasion de la 6e journée de Ligue 1 française, selon Foot Mercato. Bourabaâ s'est blessé à la cheville lors du match amical remporté par l'Algérie face au Niger (2-1), mardi soir au stade Hocine-Aït-Ahmed de Tizi-Ouzou, dans le cadre du premier rassemblement des Verts sous la conduite du duo Brahim Hemdani-Anthar Yahia. Le milieu offensif de 21 ans devrait être indisponible « plusieurs semaines », alors que des examens complémentaires, programmés ce mercredi, doivent permettre de déterminer avec davantage de précision la nature et la gravité de sa blessure. Auteur d'un début de saison remarqué avec Le Mans, Bourabaâ s'est imposé comme l'une des révélations de son équipe, avec trois buts et deux passes décisives en cinq journées de Ligue 1.

Farès Ghedjemis décide finalement de rempiler

APRÈS un été très mouvementé, durant lequel son départ de Frosinone semblait se concrétiser, Farès Ghedjemis a finalement été retenu par ses dirigeants. Quelques semaines plus tard, les décideurs du club italien sont même parvenus à convaincre l'international algérien de prolonger son contrat. Un dénouement inattendu, qui met fin aux incertitudes entourant son avenir. Sous contrat jusqu'en juin 2028, Ghedjemis a renouvelé pour deux nouvelles années, soit jusqu'en 2030. Frosinone tient beaucoup à celui qui a été l'une des armes fortes derrière la montée du club en Serie A cette saison. Les dirigeants ont ainsi souhaité solidifier son contrat face à de nouveaux prétendants. AS Monaco et Besiktas ont tenté leur chance cet été, mais leurs approches ont été déclinées par Frosinone. La prolongation du joueur s'inscrit donc dans la volonté du club de le conserver malgré les sollicitations.

Lors de l'exercice précédent, Ghedjemis a inscrit 15 buts et délivré 3 passes décisives en 38 apparitions. À la suite d'une période de doute en fin de mercato, sa préparation pour la nouvelle saison a toutefois été perturbée. Ayant constaté que le joueur avait l'esprit ailleurs, le staff technique n'a pas voulu le faire jouer jusqu'à la fin du mercato. Il est réapparu en début septembre, un retour qui n'a cependant pas suffi pour figurer dans la liste de l'Algérie lors de la récente trêve internationale. Désormais lié à Frosinone par un bail renouvelé, Ghedjemis mettra tout son focus sur les terrains. L'objectif est de confirmer le niveau affiché la saison dernière, celui qui lui a permis de contribuer à la montée du club en Serie A. Avec ce nouveau contrat et les incertitudes dissipées, l'attaquant dispose désormais de la stabilité nécessaire pour relancer sa dynamique et retrouver sa place parmi les éléments importants de son équipe.

JOURNÉE ARABE DE L'HABITAT À BÉJAÏA

De nouveaux chantiers pour consolider le parc immobilier

Placée sous le signe de « La résilience communautaire : bâtir des communautés capables d'adaptation », la Journée arabe de l'habitat a été célébrée lundi dernier à la Maison de la culture de Béjaïa. Présidées par l'inspecteur général de la wilaya, les festivités ont été l'occasion de dresser un bilan « rassurant » du secteur et de mettre en lumière « les dynamiques » de développement à l'œuvre dans la région.

Traditionnellement fixée au premier lundi du mois d'octobre, cette journée commémorative, qui constitue une vitrine institutionnelle pour le secteur, a mobilisé l'ensemble des acteurs clés de l'urbanisme et de la construction. Une vaste exposition, organisée pour l'occasion, a réuni les principales directions et organismes de la wilaya, notamment la Direction du logement, la DUAC (Direction de l'urbanisme, de l'architecture et de la construction), l'OPGI (Office de promotion et de gestion immobilière), la DEP (Direction des équipements publics), l'Agence foncière, l'ENPI (Entreprise nationale de promotion immobilière), l'Agence AADL, ainsi que la CNL (Caisse nationale du logement) et la Banque nationale de l'habitat.

À travers cette vitrine, les citoyens ont pu découvrir les différents programmes de logements enregistrés à travers le territoire de la wilaya, s'informer sur les critères d'éligibilité aux diverses formules d'habitat et appréhender les mécanismes d'urbanisme déployés pour stimuler le développement local.

Invité sur les ondes de Radio Soummam, l'inspecteur général de la wilaya a profité de cette tribune pour livrer des indicateurs clés sur la situation immobilière locale. Avec un parc global estimé à 250 000 unités, dont 92 000 subventionnées par l'État, et un taux d'occupation des logements évalué à 4,15 %, le responsable a tenu à relativiser la tension sur le front du logement à Béjaïa.

Pour autant, la cadence des chantiers ne faiblit pas. De nombreux projets de logements promotionnels aidés (LPA) et de promotion immobilière maillent actuellement le territoire. Parmi les chantiers en cours de réalisation figurent notamment 440 unités à Sidi Boudrahem, 100 unités à Rémila (Sidi Aïch), 130 unités à El-Kseur, 50 unités à Akbou et autant à Tichy, sans oublier de nouvelles opérations à Souk El-Tennine, dont un projet de 70 unités, dont la réalisation a débuté cette semaine, ainsi qu'à Seddouk.





L'objectif affiché des autorités locales demeure le soutien aux promoteurs, aux entreprises de réalisation, aux communes, ainsi qu'à l'OPGI et à l'Agence foncière, considérés comme des piliers de cet essor.

Sur le terrain, les efforts de régulation commencent à porter leurs fruits. L'Agence foncière a d'ores et déjà acté la livraison de 800 logements de type LPA, parmi lesquels une tranche de 100 unités à Sidi-Ahmed. Consciente des retards accumulés par le passé, cette structure a par ailleurs pris des mesures fermes. Des contrats conclus avec des entreprises défaillantes, principalement du secteur privé, ont été résiliés. Cette décision a permis de réattribuer les chantiers en souffrance à de nouvelles entreprises publiques jugées compétentes, à l'image du projet de 80 logements LPA, également situé à Sidi-Ahmed, dont la réalisation a été relancée sur de nouvelles bases.

À travers cette mobilisation, les autorités locales confirment leur volonté d'allier développement urbain durable et réponse concrète aux aspirations légitimes des citoyens en matière de cadre de vie.

N. Bensalem

RÉFÉRENTIEL NATIONAL D'ADRESSAGE

Une cellule opérationnelle installée à Médéa

LA MISE en œuvre du projet de référentiel national d'adressage (RNA) dans la wilaya de Médéa a été au centre d'une réunion tenue mercredi sous la présidence du wali, Djilali Doumi, et du wali de Ksar El Boukhari, Hamid Halfaooui, en présence des secrétaires généraux et des inspecteurs des deux wilayas, du directeur de la réglementation et des affaires générales (DRAG), du directeur de l'administration locale (DAL), des chefs de daïra et des membres de l'exécutif. À cette occasion, la cellule opérationnelle chargée du suivi du projet a été installée en vertu de l'arrêté de wilaya n° 276 du 4 mars 2026. Cette cellule est chargée de coordonner la mise en œuvre du projet conformément à la fiche d'orientation du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, qui définit les missions du chef de projet d'adressage de la wilaya ainsi que celles des structures chargées du suivi de l'opération. Elle doit également fournir aux équipes de terrain les outils nécessaires à l'exécution du projet dans les communes de la wilaya.

La généralisation du référentiel national d'adressage s'inscrit dans une démarche visant à renforcer le rôle économique des collectivités locales et à améliorer la gestion des villes grâce aux outils numériques. Ce dispositif constitue une base géographique essentielle à l'élaboration de données détaillées sur les potentialités socio-économiques des territoires, en tenant compte des spécificités de chaque région.

Il prévoit notamment le recours à des tableaux de bord intelligents et à des applications de géolocalisation afin d'optimiser les déplacements des citoyens, de faciliter l'intervention des services concernés et d'améliorer la gestion territoriale.

Nabil B.

UNIVERSITÉ DE BLIDA 1

Une première nationale pour le dispositif «Diplôme-Startup»

L'UNIVERSITÉ Saad-Dahlab de Blida 1 a accueilli mercredi la soutenance du premier mémoire de master à l'échelle nationale dans le cadre de l'arrêté ministériel n° 1275, qui prévoit le dispositif « Diplôme-Startup / Diplôme-Brevet ». Cette initiative vise à accompagner les étudiants dans la concrétisation de leurs idées et leur transformation en projets économiques.

Présenté par l'étudiante Kamilia Bennacer, le mémoire porte sur le conditionnement de gaz industriels. Déjà entré en phase d'exploitation, le projet est implanté dans la zone industrielle d'Aïn Romana, dans la wilaya de Blida. Il prévoit la production de bouteilles de gaz destinées aux équipements de réfrigération, avec pour objectif de contribuer à la réduction des importations, a expliqué l'étudiante.

La soutenance s'est déroulée en présence d'Ahmed Mir, président du Comité national de coordination du suivi de l'innovation et de l'entrepreneuriat universitaire au ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, et de Bilal Achacha, directeur général de l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (ANADE). Ahmed Mir a souligné que l'arrêté ministériel n° 1275 permet de transformer les mémoires de fin d'études en projets économiques concrets, sous forme de startups, de microentreprises ou de brevets d'invention. Il a relevé que cette expérience se distingue par le fait que le mémoire a été soutenu après la création de l'entreprise et le lancement effectif du projet. Il a également indiqué que cette dynamique s'étend aux universités du pays, où de nombreux projets innovants sont en cours de développement. De son côté, Bilal Achacha a mis en avant le rôle de l'ANADE dans l'accompagnement des étudiants porteurs de projets innovants et leur accès aux dispositifs de financement nécessaires à la création de leurs entreprises.

À l'issue de la soutenance, la commission a attribué à Kamilia Bennacer la note de 20/20.

T. Bouhamidi

LA MÉMOIRE COMME ACTE DE RÉSISTANCE

«Louisa Ighilahriz, mes derniers souvenirs» projeté à Alger

Le film documentaire « Louisa Ighilahriz, mes derniers souvenirs », du réalisateur Mohamed Ouali, a été projeté mercredi à la Cinémathèque d'Alger, en présence de plusieurs figures du 7e art.



D'une durée de 54 minutes, ce long métrage revient sur le parcours de la moudjahida et son engagement précoce dans la lutte de libération nationale, ainsi que sur les sévices et les tortures qu'elle a subis après son arrestation en septembre 1957.

Inspiré de son livre autobiographique publié en 2001, le documentaire croise son témoignage avec les analyses d'historiens, de chercheurs et de journalistes. Il met en lumière une mémoire douloureuse que la militante a choisi de préserver et de transmettre.

Le livre autobiographique de la moudjahida a été écrit en collaboration avec la journaliste Anne Nivat et publié en 2001 aux Editions Fayard.

Produit par le ministère des Moudjahidine et des Ayants-droit, «Louisa Ighilahriz, mes derniers souvenirs» a été projeté à la Cinémathèque d'Alger sous l'égide de la ministre de la Culture et des Arts et le Centre algérien de développement du cinéma (CADC).

La grande moudjahida revient ainsi dans ce film avec un témoignage pognant et une mémoire profondément marquée par une douleur indélébile causée par l'abjection et la barbarie de l'armée coloniale française. Le récit du docu-film a été appuyé par les témoignages d'académiciens, les historiens et chercheurs Mohamed El Korso, Malika Belatrous et Benjamin Stora, ainsi que de l'enseignant universitaire en Sciences politiques, Houssam Hamza, les journalistes Zahra Biryah et Florence Beaugé et le cinéaste Mohamed Rachedi.

Entre confidence et souffrance, le film retrace le parcours d'une femme qui a commencé son militantisme dès l'âge de 15 ans dans la boulangerie de son père, ce lieu devenu un relais essentiel pour les militants du Front de libération nationale (FLN) et où toute la famille s'y retrouve impliquée : parents, frères et sœurs.

De ces brioches épaisses où l'on dissimulait des armes, aux baguettes de pain dans lesquelles on transportait des tracts, Louisa Ighilahriz a été de tous les combats, facilitant ainsi la circulation de documents et de munitions entre les valeureux combattants de la révolution. Arrêtée le 28 septembre 1957, la grande moudjahida Louisa Ighilahriz va transiter par plusieurs prisons et centres de torture, où elle rencontrera sa mère et sa sœur, entre autres, et subira des interrogatoires aux méthodes inhumaines et barbares qu'elle a relatées dans la douleur du souvenir, encore vivant et pesant à ce jour.

Louisa Ighilahriz «a refusé d'oublier», faisant de la «reconstruction de sa mémoire un véritable acte de résistance», a-t-elle déclaré. «Elle a choisi de rouvrir des pages pour confronter l'Histoire à une parole à la fois sincère et douloureuse», a appuyé le réalisateur, Mohamed Ouali à l'issue de la projection.

Ce docu-film est un espace de confrontation face à un récit historique issu de la propagande mensongère de l'administration coloniale française, que Louisa Ighilahriz a symboliquement poursuivie en justice durant les années 2000.

A l'issue de la projection, Louisa Ighilahriz s'est vu remettre, au nom de la ministre de la Culture et des Arts, un trophée honorifique devant un public debout, applaudissant le parcours de cette grande militante de la cause nationale.

Le docu-film «Louisa Ighilaheriz, mes derniers souvenirs» de Mohamed Ouali a déjà été présenté en avant première, en avril dernier, à la Cinémathèque d'Annaba, dans le cadre de la 6e édition du Festival d'Annaba du film méditerranéen.

A. B. / Agence

11E FESTIVAL NATIONAL DE LA CRÉATION FÉMININE

Près de 80 artisanes réunies à la Villa Boulkine

TRANSMETTRE les gestes d'antan pour faire vivre l'identité d'aujourd'hui, tel est l'esprit de la 11e édition du Festival culturel national de la création féminine, inaugurée avant-hier à la Villa Boulkine. Jusqu'au 12 octobre, près de 80 artisanes venues de différentes wilayas se retrouvent à Hussein Dey pour célébrer la création au féminin et faire vivre les savoir-faire traditionnels.

Les créations féminines investissent les lieux pour faire dialoguer les générations, par-delà l'espace et le temps. C'est sous le slogan vibrant « Quand les métiers renaissent, les racines se renouvellent » que s'est ouverte, ce jeudi, à la Villa Boulkine, à Hussein Dey, la 11e édition de cette manifestation, devenue au fil des ans un rendez-vous incontournable pour de nombreux amateurs d'art. Jusqu'au 12 octobre, près de 80 exposantes venues de différentes wilayas présentent leurs œuvres et leurs savoir-faire dans ce cadre patrimonial. De Béjaïa à Biskra, en passant par Constantine, Alger, Tizi Ouzou et Mostaganem, bijoux ciselés, poteries façonnées à la main, tissages délicats et spécialités gastronomiques se côtoient dans une ambiance festive.

D'autres expressions artistiques sont aussi représentées, à savoir la photographie, la peinture, le livre, le cinéma et la musique. Autant de domaines qui témoignent de la diversité de la création féminine et de son rôle dans la préservation de la mémoire culturelle algérienne. Il convient de souligner que la manifestation prévoit, surtout, une exposition de costumes traditionnels algériens rares datant du XVIIe au XIXe siècle.

En cette circonstance particulière, Sid Ali Benmerabet, commissaire de l'événement, a appelé à raviver les gestes d'antan. Il a invité à faire revivre ces arts oubliés « pour les réancrer au cœur de la mémoire vivante », en hommage aux savoirs immémoriaux façonnés « par des générations de femmes ». À l'aune de ses déclarations, sauvegarder et transmettre ces métiers, c'est préserver la mémoire d'un lieu, l'empreinte d'une vie et l'essence même d'une part importante de notre identité.



Cela dit, le commissaire a soutenu que cette démarche ne devait pas se limiter à un hommage anecdotique. Il a mis l'accent sur la nécessité impérieuse d'un travail approfondi de documentation et de recherche, de même sur l'intégration des savoir-faire ancestraux dans les cursus d'enseignement. Selon ses termes, il est tout aussi essentiel de créer de véritables parcours d'apprentissage, de pratique et de perfectionnement pour pérenniser ces métiers.

De même, la cérémonie d'ouverture a été ponctuée par une intervention du ministère de la Culture et des Arts. Dans une allocution lue en son nom par sa conseillère, Nadia Cheriet, la ministre Malika Bendouda a présenté le festival comme « une mise à l'honneur des coutumes, des pratiques et des métiers traditionnels algériens, qui ont façonné notre mémoire collective, tout en œuvrant à préserver cet héritage des risques de dénaturation et d'oubli ».

La cérémonie d'ouverture a donné le ton avec une fresque visuelle mêlant contes populaires, images et sonorités du terroir. Elle a également rendu hommage à des figures majeures de la scène artistique, parmi lesquelles Leïla Borsali et Lydia Larini, mettant en lumière la contribution des femmes à la préservation et au renouvellement des expressions culturelles.

« À travers ces stands, nous faisons revivre des pratiques que les femmes algériennes ont toujours eu à cœur de préserver et de transmettre aux générations successives », a-t-elle fait observer. La ministre a, en outre, salué les hommages rendus à des figures artistiques telles que Houria Aïchi, qui « incarne la voix de la mémoire de l'Algérie », et Bahdja Rahal, qui « porte le parfum de la musique andalouse », selon ses propres termes.

Au-delà des hommages, le festival favorise la transmission concrète des savoir-faire. Des « ateliers vivants » permettent au public d'observer directement les gestes et les techniques employés par les participantes dans la réalisation de leurs créations.

Des interventions et des rencontres intellectuelles abordent notamment « l'UNESCO et la protection du patrimoine » et « la musique féminine oubliée et son rôle social ». Un espace baptisé « Musée numérique » peaufine le dispositif. Deux films consacrés au patrimoine seront, en outre, projetés à la Cinémathèque d'Alger.

Par le biais de cette programmation qui associe exposition, formation et réflexion, le festival place les créatrices au cœur de la transmission culturelle, en donnant à voir des pratiques héritées tout en ouvrant des perspectives pour leur pérennisation.

Aymen D.



www.jeune-independant.net
Fondé le 28 mars 1990
QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

Maison de la Presse
Tahar-Djaout
1, rue Bachir-Attar,
Place du 1er-Mai
16016 Alger

Tél. :
(020) 06.44.02
(070 25.19.19
Fax : (020) 06.38.26

Edité par la SARL Groupe Presse et Communication au capital de 9 764 000 DA
*****

Gérant
ALI MECHERI
Directeur de la publication
BOUDJEDRI TAHAR
(KAMEL MANSARI)
*****

IMPRESSION
SIMPRAL
******

PUBLICITÉ
Régie pub JI
Tél. : (021) 66.26.13
Fax : (021) 66.06.10
jeuneindependant@yahoo.fr
CONTACTEZ AUSSI
ANEP
« POUR VOTRE PUBLICITE S'ADRESSER A : L'Entreprise Nationale de communication, d'Edition et de Publicité » Agence ANEP 01, Avenue Pasteur Alger.

Téléphone : (020) 05.20.91
(020) 05.10.42
Fax: (020) 05.11.48
(020) 05.13.45
(020) 05.13.77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz
******

BUREAUX RÉGIONAUX

- Annaba
  3, rue Ibn Khaldoun, Annaba
  Mob. :
  (0662) 18.41.81
  Fax :
  (038) 80.20.36
- Tizi Ouzou
  6, rue Capitaine Si Abdallah
  15 000
  Tizi Ouzou
  Tél. :
  (026) 22.95.62
  Fax : (026) 22.95.62
- Constantine
  Maison de la persse Ahmed Taâkoucht,
  Constantine
  Tél-Fax :
  (031) 66.32.64
- Bejaïa
  Bejaïa : Centre Commercial SABRACHOU, Quartier Sghir
  Bureau N°10
  N° Tél :
  034-12-66-21
  Email : ljibejaia@yahoo.fr
- TipasaB.P. 66-A
  42 000 Tipasa
  Tél. :
  (024) 43.60.26

© 1990-2026

Jeune-Indépendant. Tous droits réservés. Reproduction partielle ou totale, par quelque procédé que ce soit, interdite sans autorisation expresse de la Direction.
Les documents remis, envoyés ou électroniquement transmis au journal ne sont pas retournés et ne peuvent faire l'objet d'aucune réclamation, sauf accord écrit préalable.



En électrifiant à toute vitesse ses camions, la Chine ringardise le diesel et le GNL

Un camion neuf sur cinq acheté en Chine est électrique. Une bonne nouvelle pour le climat, le transport routier représentant un tiers des émissions liées au transport.

Les producteurs de diesel et de gaz naturel liquéfié (GNL) ont du souci à se faire. En 2020, la quasi-intégralité de la flotte chinoise de transport routier était composée de camions roulant au diesel. Cinq ans plus tard, 22% des ventes de camions neufs en Chine concernent des véhicules électriques, contre 9,2 % en 2024, rapporte l'agence de presse Associated Press (AP).

"Le transport routier est considéré comme difficile à décarboner, car les camions électriques, équipés de batteries lourdes, peuvent transporter moins de marchandises que ceux fonctionnant au diesel, un moteur à haute densité énergétique, explique AP. Les partisans du gaz naturel liquéfié le voient comme une option moins polluante en attendant la maturation de la technologie des poids lourds électriques."

Le diesel reste majoritaire au sein de la flotte chinoise (la seconde plus vaste au monde après l'américaine), mais la demande du carburant fossile a déjà atteint un plateau annonciateur d'un probable déclin.

Par ailleurs, les ventes de camions électriques dépassent déjà celles des camions alimentés au GNL.

Selon Christopher Doleman, analyste à l'Institute for Energy Economics and Financial Analysis., le marché pourrait déjà être perdu pour les poids lourds au gaz.

Une bonne affaire

"Bien que les camions électriques soient deux à trois fois plus chers que les camions diesel et coûtent environ 18 % de plus que les camions au GNL, leur efficacité énergétique supérieure et leurs coûts inférieurs peuvent permettre aux propriétaires d'économiser entre 10 % et 26 % sur la durée de vie du véhicule", explique Associated Press.

L'achat de camions électriques est encouragé par des subventions gouvernementales, notamment une aide de 16 500 euros pour passer du diesel à la batterie, mais aussi par la baisse de leurs prix. Un autre facteur d'adoption concerne l'investissement dans les infrastructures.

Des stations de chargement rapide le long des principales routes logistiques, et dans les grandes villes comme Beijing et Shangai, permettent de recharger les camions en quelques minutes.

"CATL, le plus grand fabricant mondial de batteries pour véhicules électriques, a lancé en mai un système d'échange de batteries permettant de gagner du temps pour les poids lourds et a déclaré qu'il prévoyait un réseau national de stations d'échange couvrant 150 000 des 184 000 km d'autoroutes chinoises."

Bénédiction climatique, malédiction commerciale

L'électrification des camions chinois a déjà diminué la demande mondiale de pétrole d'un million de barils par jour.

Il plombe aussi la demande mondiale de GNL, bien que d'autres pays en développement comme l'Inde continuent à miser sur les camions au gaz comme technologie de "transition" entre le diesel et l'électrique.

L'industrie chinoise des camions est aussi en train de conquérir le monde, à l'image de celle des voitures électriques. De 2021 et 2023, les exportations de camions lourds chinois, notamment électriques, ont connu un boom d'environ +73 % par an, et de + 46 % vers l'Amérique latine.

De quoi mettre sous tension les constructeurs européens et américains.

Sauver le climat tout en forant toujours plus de pétrole: le Brésil, soutenu par la Chine, en pleine dissonance COPnitive

AVEC l'aide de Pékin, le gouvernement de Luiz Inácio Lula da Silva finance son impressionnante transition écologique par... l'exploitation pétrolière. Une contradiction dans les termes?

Faites ce que je dis, pas ce que je fais? Alors que le Brésil accueille la COP30 et que son président Lula a appelé à "mettre fin à la dépendance aux énergies fossiles", ce dernier développe au pays une stratégie environnementale pour le moins paradoxale. Pour financer la décarbonation de l'économie notamment via le développement des voitures électriques (afin de limiter le dérèglement climatique) il souhaite forer toujours plus de pétrole (dont la combustion va accentuer le dérèglement climatique). Et sur ces deux volets, il est activement soutenu par la Chine, relate Bloomberg Green.

"Le Brésil et la Chine ont conjointement œuvré ces dernières années en faveur de la lutte contre le changement climatique, dans le but de réduire leur propre vulnérabilité climatique et d'accroître leur influence internationale", explique l'agence de presse. "Pourtant, les deux pays (...) insistent sur le droit au développement des pays du Sud et exigent des nations les plus riches qu'elles réalisent des réductions d'émissions plus ambitieuses."

Le beurre et argent du beurre

Côté pile, avec l'aide de Pékin, le Brésil est devenu un poids lourds des énergies renouvelables. En 2023, 89% de son électricité était décarbonée, notamment grâce aux investissements chinois dans ses mégabarrages hydroélectriques. Entre 2020 et 2024, le pays a multiplié par six sa surface installée de panneaux solaires, lesquels ont été quasi-exclusivement importés depuis la Chine.Et pour interconnecter tout cela, la State Grid Corporation of China installe des lignes électriques à travers tout le pays.

"Le dernier développement majeur du partenariat entre les deux pays en matière d'énergie propre est l'ouverture de la nouvelle usine de véhicules électriques de BYD à Bahia", poursuit Bloomberg. Le constructeur automobile chinois domine désormais le marché brésilien, représentant 86 % des ventes de véhicules électriques l'an dernier."

Cela n'empêche pas quelques désaccords: le Brésil a imposé des droits de douane pour protéger ses acteurs de l'économie verte, et a fermé une usine locale de BYD en raison de "l'esclavage" subi par ses 160 travailleurs chinois. Néanmoins, "la rapidité et l'ampleur de la transition écologique du Brésil à ce jour n'auraient pas été possibles sans les investissements et les importations en provenance de Chine."

Drill, "querido", drill

Côté face, la Chine aide le Brésil à devenir un géant du pétrole, lequel est récemment devenu le principal export du pays devant le soja. Pékin achète 45% du brut brésilien, ses entreprises étatiques ont lourdement investi dans le secteur (environ 1 milliard de dollars par an). Selon la China National Petroleum Corporation, cela lui a permis à la fois d'augmenter sa rentabilité et de se rapprocher des BRICS, en premier lieu le pays de Lula.

"Le Brésil cherche à ouvrir de nouvelles frontières, notamment en mettant aux enchères l'été dernier des réserves de pétrole situées près de l'embouchure de l'Amazone, une zone écologiquement sensible", alerte l'agence de presse. L'Amazonie brésilienne recèlerait un potentiel de production de 60 milliards de barils de pétrole. Si ces réserves étaient brûlées, cela libérerait jusqu'à 24 milliards de tonnes d'équivalent CO2."

Aussi premier importateur de boeuf et de soja brésilien, la Chine a en revanche agi aux côtés du Brésil pour limiter la déforestation de l'Amazonie associée à ces activités. Mais le boom pétrolier voulu par Lula pourrait bien annuler, au niveau mondial, les gains de la spectaculaire transition écologique brésilienne.

L'intelligence artificielle : votre nouvelle arme secrète contre les cybermenaces

S'il existe aujourd'hui des outils ayant fait leurs preuves contre les cybermenaces d'hier, les attaques de demain exigent que l'on envisage d'ores et déjà de nouvelles manières de s'en protéger. Et sur ce point, l'intelligence artificielle peut faire toute la différence.



Les cyberattaques ne cessent de se multiplier, gagnant en complexité et en sophistication. Parmi elles, les faux sites web. Vous savez, ceux qui imitent les marques de confiance et posent un réel danger pour les internautes. Les chiffres sont d'ailleurs édifiants : en seulement trois ans, entre 2020 et 2023, les attaques liées aux plateformes de phishing ont bondi de près de 880 %, atteignant 1,6 million de sites malveillants au premier trimestre 2023. Face à cette escalade, il est donc plus qu'urgent d'adopter des solutions capables de suivre le rythme des cybercriminels, et de contrer efficacement ces nouvelles stratégies de piratage.

Vous n'y aviez peut-être pas pensé, mais l'intelligence artificielle joue un rôle clé dans cette lutte. En analysant des schémas inhabituels et en bloquant les menaces en temps réel, l'IA s'impose comme un élément incontournable pour renforcer la cybersécurité.

L'IA en cybersécurité : anticiper plutôt que réagir

Contrairement aux systèmes traditionnels qui reposent uniquement sur des bases de données de menaces connues, l'intelligence artificielle permet de passer d'une approche réactive à une posture proactive. Dans les grandes lignes, elle anticipe les attaques en détectant des anomalies dans le comportement des internautes et des pages web avant même qu'une menace ne soit déployée. Une capacité qui repose sur l'apprentissage automatique, doublée d'un modèle probabiliste, et qui permet à l'IA de s'adapter constamment aux nouvelles tactiques des cybercriminels. Et pour cause : les hackers innovent sans cesse pour échapper aux systèmes de sécurité classiques. En réponse, l'IA est capable d'apprendre de chaque nouvelle attaque, de s'améliorer et de détecter des attaques inédites, appelées « zero-day », avant même qu'elles n'apparaissent dans les bases de données des menaces connues.

Des analyses avancées pour une sécurité renforcée

Pour garantir une protection à 360 degrés, l'intelligence artificielle repose sur plusieurs couches d'analyse. Chaque étape vise à identifier des aspects spécifiques d'une menace, permettant ainsi de contrer différents types d'attaques avec précision.

Analyse des métadonnées : débusquer les sites suspects

L'une des premières étapes consiste à examiner les métadonnées d'un site. L'intelligence artificielle analyse des éléments tels que l'âge du domaine, la validité des certificats SSL et la structure de l'URL. Une légère modification dans un lien – un caractère en trop ou un homographe – peut signaler une tentative de phishing. En détectant ces irrégularités, l'IA bloque les sites suspects avant que les internautes ne soient exposés.

Détection visuelle : repérer les copies de sites légitimes

Les cyberattaquants cherchent souvent à duper les utilisateurs et les utilisatrices en imitant l'apparence visuelle de sites légitimes. Grâce à la vision par ordinateur, l'IA compare les éléments visuels (logos, favicons, mise en page) des sites suspects à ceux des marques officielles. Même les imitations les plus subtiles peuvent être détectées, renforçant la protection contre les faux sites.

Analyse de contenu : détecter les schémas textuels suspects

L'IA analyse aussi le contenu textuel des sites web et des emails. Elle repère des expressions typiques des escroqueries en ligne, comme « votre compte est suspendu » ou « veuillez vérifier votre identité ». En analysant ces schémas textuels, l'intelligence artificielle est capable d'alerter les internautes avant qu'ils ne cliquent sur des liens malveillants.

Analyse comportementale : identifier les irrégularités

En plus d'analyser le contenu et l'apparence des sites, l'intelligence artificielle surveille les comportements en ligne. Des tentatives de connexion répétées depuis des adresses IP différentes ou un trafic réseau anormal peuvent trahir une attaque imminente, comme une attaque « man-in-the-middle ». L'IA détecte ces anomalies et les bloque avant que les cybercriminels ne puissent exploiter les failles.

Protection Anti-menaces Pro : la sécurité en ligne anticipée par NordVPN

Alors comment profiter des capacités de l'intelligence artificielle pour lutter contre les cybermenaces, et plus spécifiquement contre les tentatives de phishing les plus élaborées ? Le mieux reste encore de se tourner vers des solutions de sécurité clé en main. Et ça tombe bien, NordVPN intègre la puissance de l'IA dans sa Protection Anti-menaces Pro.

Contrairement aux outils anti-phishing et anti-téléchargements frauduleux basiques que l'on trouve chez la majorité des fournisseurs de VPN grand public, la Protection Anti-menaces Pro de NordVPN va plus loin en analysant activement les URL, les certificats SSL et les comportements des sites pour repérer les irrégularités avant que l'internaute ne soit exposé.

Dans le détail, il suffit d'un changement mineur dans l'URL ou un certificat suspect pour que soit déclenché un blocage automatique de la page ou du site web malveillant. Une approche proactive particulièrement efficace contre les attaques les plus récentes, non encore répertoriées dans les bases de données de menaces traditionnelles.

En plus de protéger contre les faux sites, la Protection Anti-menaces Pro scanne les fichiers téléchargés pour y détecter des malwares potentiels. Il bloque également les publicités malveillantes, sont souvent utilisées pour injecter des logiciels malicieux, garantissant ainsi une navigation plus fluide et plus sécurisée.

Des performances prouvées par des tests indépendants

L'efficacité de la Protection Anti-menaces Pro a récemment été démontrée lors de tests menés par AV-Comparatives, laboratoire indépendant de référence dans le domaine de la cybersécurité. La fonction boostée à l'IA de NordVPN a obtenu la certification officielle, alors qu'elle atteint un taux de détection de 98,2 % pour les URL de phishing et de 80,2 % pour les sites de malwares. Des chiffres qui placent le fournisseur panaméen parmi les meilleurs acteurs du secteur, prouvant l'efficacité de son approche multicouche basée sur l'intelligence artificielle.

Détail supplémentaire qui n'en est pas un : la Protection Anti-menaces Pro de NordVPN évolue en permanence pour s'adapter aux nouvelles menaces. En février 2024, l'outil a analysé 600 000 nouveaux sites et identifié 3 000 attaques zero-day qui ciblaient des marques populaires. Une capacité d'adaptation continue garante d'une protection efficace, toujours à jour.

Conseils pour renforcer votre sécurité contre le phishing

N'oubliez pas que même avec des outils puissants comme la Protection Anti-menaces Pro, il est essentiel d'adopter de bonnes pratiques pour se protéger des attaques de phishing. Voici quelques stratégies simples mais efficaces : Vérifiez toujours les URL : assurez-vous que l'URL commence par « https » et qu'un cadenas est présent à côté ;

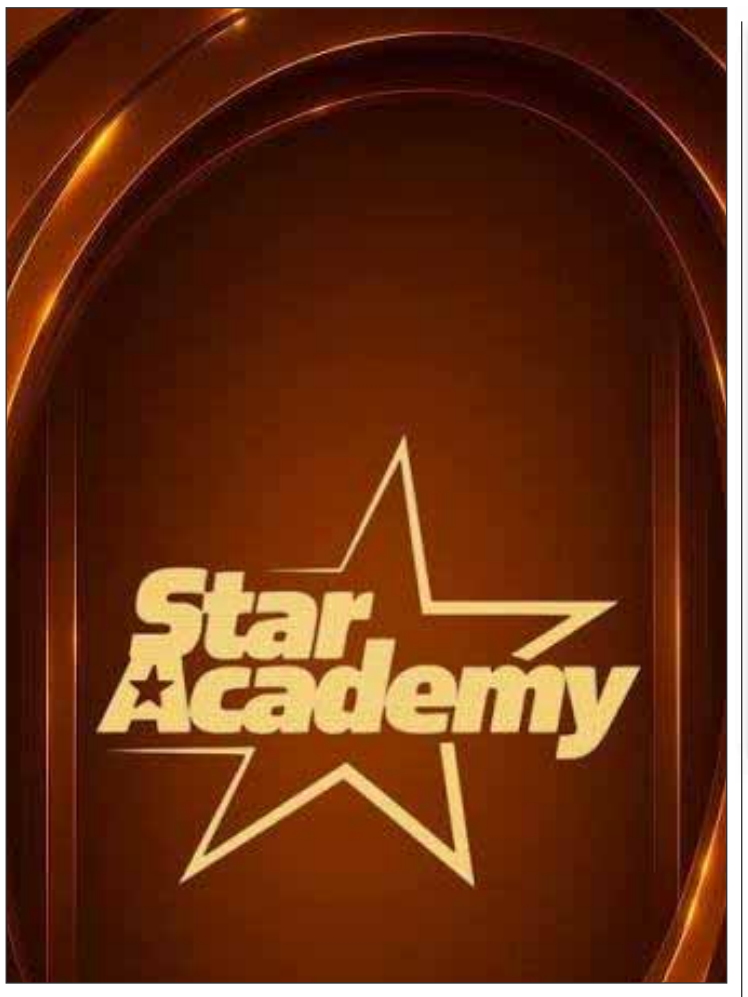
Ne cliquez jamais sur des liens suspects : soyez prudent face aux emails non sollicités ou aux offres trop belles pour être vraies. Si quelque chose semble louche, évitez de cliquer ;

Utilisez des outils de sécurité : en plus de la Protection Anti-menaces Pro, activez les extensions de navigateur qui bloquent les sites malveillants. Protégez aussi votre navigation à l'aide d'un VPN, dont l'objectif est de chiffrer et isoler vos données de connexion. Parce qu'il prend en charge NordLynx et OpenVPN, tous deux compatibles avec AES-256, qu'il dispose d'une infrastructure composée de plus de 6 000 serveurs répartis dans 111 pays, et qu'il intègre la Protection Anti-menaces Pro, NordVPN est évidemment tout indiqué ; Maintenez vos logiciels à jour : veillez à ce que votre navigateur, votre antivirus et votre système d'exploitation soient toujours à jour. Cela permet de bénéficier des dernières protections disponibles contre les nouvelles menaces.

L'intelligence artificielle, une alliée incontournable dans la cybersécurité

L'intelligence artificielle a transformé la manière dont les menaces sont détectées et bloquées. Alors que les cyberattaques deviennent de plus en plus complexes, l'IA offre une protection capable d'anticiper les menaces avant qu'elles ne frappent.

Mieux encore : à mesure que les cyberattaques évolueront, l'IA continuera de jouer un rôle central dans la cybersécurité. Sa capacité à apprendre, à s'adapter et à progresser en fonction des nouvelles menaces en fait un élément indispensable des stratégies de défense de demain. Les entreprises et les particuliers doivent intégrer cette technologie pour rester en sécurité dans un monde de plus en plus numérique. Des perspectives d'avenir prouvées par des solutions comme la Protection Anti-menaces Pro de NordVPN, qui démontrent l'importance et l'efficacité de l'IA dans la cybersécurité.

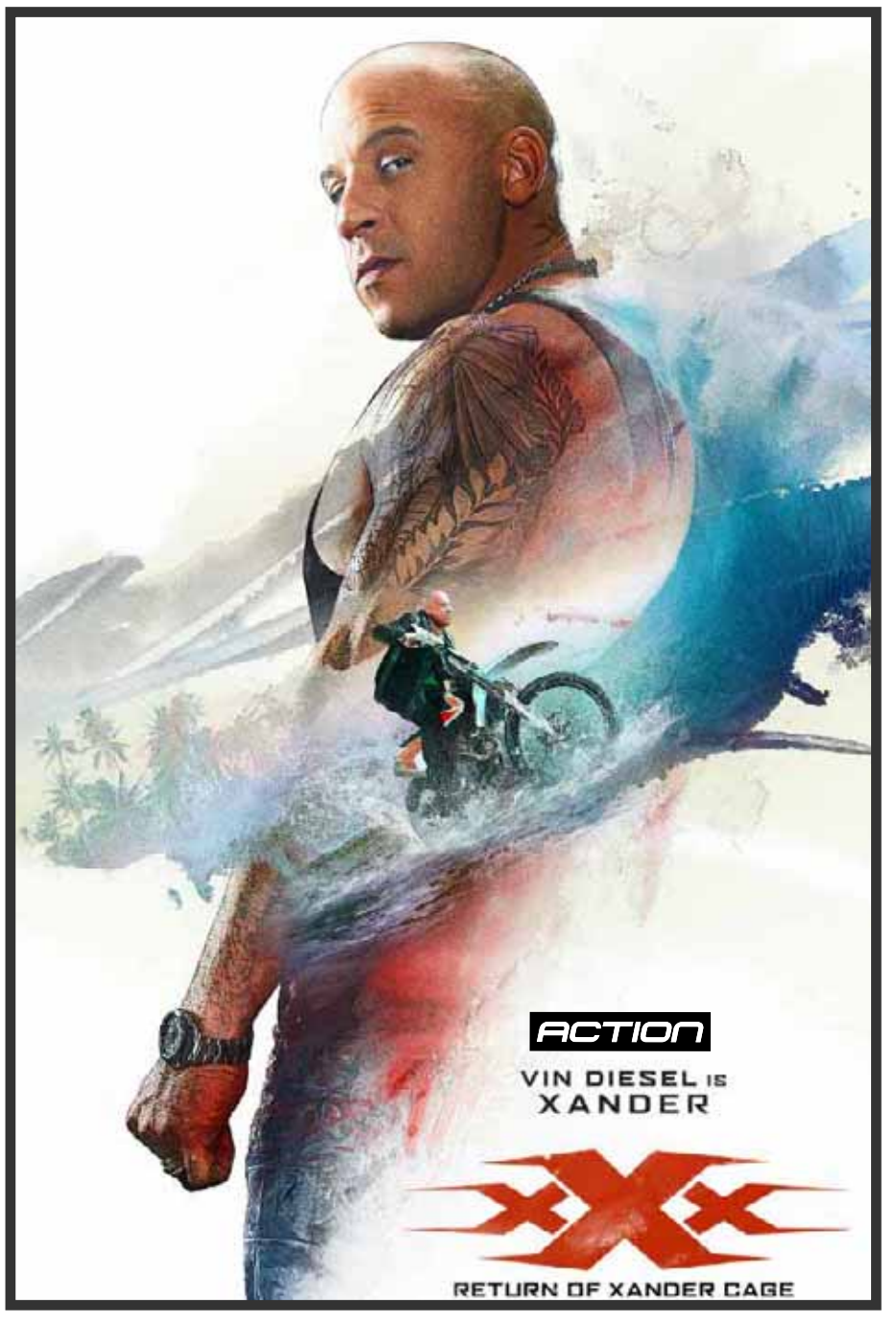




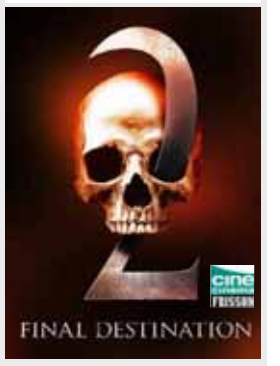








JEUNE INDEPENDANT









télévision

PROGRAMME DU JOUR

21h00 Téléréalité - France 2026 — TF1
Star Academy

21h00 Variétés - France 2026 — 2
Taratata 100% live

20h50 Série policière Etats-Unis - 2026 — M6
The Rookie : le flic de Los Angeles

20h52 Rugby / Top 14 — CANAL+
ASM Clermont / Bordeaux-Bègles

21h25 Série humoristique — W9
France 2025
La petite histoire de France

22h35 Film d'horreur — CINE+ FRISSON
Etats-Unis - Canada 2003
Destination finale 2

21h05 Téléfilm d'aventures — 6ter
Etats-Unis - 2008
Jack Hunter et le trésor perdu d'Ugarit

21h00 Comédie noire - France 2024 — CINE+ PREMIER
Le deuxième acte

21h00 Formule 1 : — CANAL+ SPORT
Grand Prix de Singapour

20h55 Film fantastique Japon - 2025 — CINE+ CINEMA
Exit 8

20h50 Film d'aventures — CANAL+ Family
France - 2025
Le Secret de Khéops

21h25 Série policière — TMC
Etats-Unis
New York Unité Spéciale

21h00 la chaine ACTION



Film de science-fiction (Etats-Unis - 1999)

Universal Soldier : le combat absolu

Des soldats tués au combat ont été reconstitués et transformés en guerriers terrifiants, les Universal soldiers, mi-hommes mi-machines. Luc est l'unique survivant de la première génération de ces combattants d'élite. Il participe maintenant à la mise au point de tueurs encore plus perfectionnés, conçus par un ordinateur surpuissant. Mais, faute de crédits, l'armée américaine met fin au projet. L'ordinateur se révolte.

22h28

Film d'action (Etats-Unis - 2017)

xXx : Reactivated

Alors qu'il recrute de nouveaux agents dans un restaurant animé de New York, l'agent Augustus Gibbons (Samuel L. Jackson) est soudainement plongé dans le chaos lorsqu'un satellite s'écrase à proximité. Cet événement cataclysmique marque le début d'une série d'attaques orchestrées par un gang de voleurs audacieux qui réussissent à infiltrer les locaux de la CIA. Leur objectif : s'emparer de la boîte de Pandore, un dispositif de haute technologie capable de contrôler tous les satellites militaires. Face à cette menace, Jane Marke (Toni Collette), la directrice de l'agence, décide de faire appel à Xander Cage (Vin Diesel), une ancienne recrue de Gibbons, qui vit désormais une vie tranquille en République dominicaine.

HORAIRES DES PRIÈRES

ANNABA					CONSTANTINE					ALGER					OUARGLA					CHLEF					MOSTAGANEM					ORAN				
Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha
04:56	12:16	15:31	17:59	19:21	05:01	12:21	15:36	18:04	19:25	05:15	12:35	15:50	18:19	19:39	05:07	12:26	15:44	18:12	19:29	05:22	12:42	15:57	18:26	19:46	05:27	12:46	16:02	18:31	19:51	05:30	12:50	16:05	18:34	19:54

LE JEUNE INDÉPENDANT

N° 8612 – SAMEDI 10 OCTOBRE 2026

www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

Météo

	Maximales	Minimales
Alger	23°	16°
Oran	22°	17°
Constantine	20°	12°
Ouargla	30°	19°

INSTALLATION D'ALI SIDANE À LA TÊTE DE LA GENDARMERIE NATIONALE

Chanegriha appelle à la rigueur et à l'engagement

De la protection des frontières à la lutte contre le terrorisme et le narcotrafic, en passant par la sécurisation des zones stratégiques, la Gendarmerie nationale occupe une place centrale dans la préservation de la sécurité du pays. C'est ce qu'a affirmé, jeudi dernier, le général d'armée Saïd Chanegriha, ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale et chef d'état-major de l'ANP, à l'occasion de l'installation de son nouveau commandant, le général-major Ali Sidane, appelant à la rigueur et à l'engagement dans l'accomplissement de ces missions.



Said Chanegriha.

Présidée par le général d'armée Saïd Chanegriha, au nom du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, chef suprême des Forces armées et ministre de la Défense nationale, la cérémonie d'installation a officialisé la prise de fonctions du général-major Ali Sidane, en remplacement du général-major Sid Ali Berroumana, conformément au décret présidentiel du 1er octobre 2026.
Dans son allocution d'orientation, diffusée par visioconférence à l'ensemble des unités de la Gendarmerie nationale, le général d'armée a mis en avant l'importance des missions assignées à cette institution. «L'importance vitale des missions assignées à la Gendarmerie nationale exige de vous tous davantage d'attention dans leur accomplissement», a-t-il souligné, rappelant que la confiance des citoyens demeure un facteur essentiel de leur réussite. Il a assuré que «la préservation de leur confiance demeure l'une des principales sources de réussite dans vos missions».
Dans son intervention, le général d'armée Chanegriha a mis en avant le rôle des unités de la Gendarmerie nationale dans la protection des frontières, la lutte contre le terrorisme et la subversion, ainsi que contre le narcotrafic et les crimes connexes. Il a également souligné leur contribution à la protection des zones stratégiques et des points sensibles, des missions qui placent cette force au cœur des efforts déployés pour préserver la sécurité du territoire.
La diversité de ces responsabilités appelle, selon le chef d'état-major, «un engagement constant des cadres et des personnels dans l'accomplissement de leurs tâches». Il les a exhortés à redoubler d'efforts, avec «détermination, persévérance et abnégation», afin d'être à la hauteur des missions qui leur sont confiées.
En outre, le chef d'état-major a accordé une attention particulière aux relations entre les gendarmes et les citoyens. Il a estimé que l'importance des missions de cette institution exigeait de veiller en permanence au renforcement de ces liens, en accordant à la préservation de la confiance de la population «l'importance et la priorité» qu'elle mérite. Cet appel place la relation avec les citoyens parmi les facteurs essentiels de réussite de l'action de la Gendarmerie nationale. La qualité de cette relation participe également à la légitimité de son action sur le terrain et à l'accomplissement de ses responsabilités dans le respect des lois de la République.
M. Chanegriha a ainsi invité les personnels à accorder une attention soutenue à cet aspect de leur mission.
Le chef d'état-major a, par ailleurs, rappelé les exigences liées à l'exercice du commandement, insistant sur la responsabilité des cadres dans l'encadrement et la préparation des personnels. «La responsabilité de commander les hommes avec compétence professionnelle, intégrité et loyauté est une mission noble et importante», a-t-il souligné, relevant qu'elle exige «pondération et clairvoyance» dans la conduite des subordonnés. Saïd Chanegriha a assuré que cette responsabilité implique également d'accorder aux personnels l'attention nécessaire en matière d'orientation, de sensibilisation, de formation et d'instruction.
Leur préparation doit rester en adéquation avec les missions qui leur sont confiées, quelles que soient les circonstances. Un encadrement rigoureux et une préparation adaptée constituent ainsi des exigences importantes pour permettre aux unités d'assumer leurs responsabilités.
La cérémonie s'est déroulée au siège du commandement de la Gendarmerie nationale. Après l'accueil officiel, le général d'armée s'est recueilli à la mémoire du chahid et héros Larbi Ben M'hidi, dont le siège porte le nom.
Il a déposé une gerbe de fleurs devant la stèle commémorative avant de réciter la Fatiha à la mémoire du martyr et de l'ensemble des chouhada.

Sihem Bounabi

FINANCEMENT DE L'ÉDUCATION

L'Algérie dans le peloton de tête mondial

L'ALGÉRIE se classe au deuxième rang mondial en matière de dépenses consacrées à l'éducation, rapportées au produit intérieur brut (PIB), selon le rapport 2026 de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI), relevant des Nations unies. Ce classement met en lumière l'importance des ressources publiques mobilisées par l'État pour financer le secteur éducatif et développer le capital humain. Selon les données de l'organisation, l'Algérie occupe également la deuxième place mondiale pour le financement public par élève dans l'enseignement secondaire, rapporté au PIB par habitant. Les dépenses publiques consacrées à l'éducation représentent près de 9 % du PIB national, illustrant le poids de ce secteur dans les choix budgétaires du pays. Ces indicateurs figurent dans le rapport sur l'Indice mondial de l'innovation 2026, qui évalue notamment les efforts déployés par les pays dans plusieurs domaines contribuant au développement et à l'innovation.
L'Algérie y décroche, par ailleurs, la troisième place mondiale dans l'indicateur composite de l'éducation, selon le document. Ce résultat complète les performances enregistrées dans les indicateurs liés au financement du système éducatif.

Lynda Louifi

BILAN OPÉRATIONNEL DE L'ANP

Deux terroristes déposent les armes dans le Sud

DEUX terroristes se sont rendus aux autorités militaires dans la 6e Région militaire, tandis que huit éléments de soutien aux groupes terroristes ont été arrêtés. Ces résultats figurent dans le bilan opérationnel de l'Armée nationale populaire (ANP) couvrant la période du 30 septembre au 6 octobre 2026, rendu public jeudi. Les deux terroristes, identifiés par les initiales O. K., alias El-Nacer, et R. S., alias Saad, ont remis deux pistolets-mitrailleurs de type Kalachnikov, des munitions et d'autres effets aux autorités militaires. Sur le front de la lutte contre le narcotrafic, les détachements combinés de l'ANP, en coordination avec les différents services de sécurité, ont arrêté 32 narcotrafiquants et déjoué des tentatives d'introduction de 21 quintaux et 22 kilogrammes de kif traité en provenance du Maroc. Les opérations ont également permis la saisie de 89 115 comprimés psychotropes. Dans le sud du pays, notamment à Tamanrasset, Bordj Badji Mokhtar et In Salah, 96 individus ont été arrêtés pour leur implication présumée dans l'orpaillage illicite. Les forces engagées ont saisi 28 véhicules, 66 groupes électrogènes, 54 marteaux-piqueurs, des mélanges d'or brut et de pierres, ainsi que des équipements utilisés dans cette activité. Lors d'opérations distinctes, 14 autres individus ont été appréhendés. Trois pistolets-mitrailleurs, quatre fusils de chasse et 8 790 litres de carburant ont également été saisis.

LIBÉRATION DES PEUPLES AFRICAINS

Gertrude Mongella salue le soutien de l'Algérie

GERTRUDE Mongella, première présidente du Parlement panafricain, a salué le rôle de l'Algérie dans le soutien aux mouvements de libération des peuples africains, en appelant le président de l'institution, Fateh Boutbig, et les membres de son bureau à poursuivre leurs efforts pour renforcer la place du Parlement et améliorer son fonctionnement.
En marge de la cérémonie organisée en son honneur par Fateh Boutbig, elle a souligné la nécessité de sensibiliser les peuples africains au rôle du Parlement panafricain, en tant que voix et institution représentative, chargée de porter leurs aspirations et leurs ambitions pour l'avenir du continent.
Gertrude Mongella a également appelé la direction actuelle à rester fidèle à la mission fondatrice du Parlement, qui consiste à garantir la pleine participation des peuples africains au développement économique et à l'intégration continentale.

S. N.